

*l'Anti*capitaliste

n°241 | 8 mai 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Dossier

**Connaître et combattre
l'Europe des extrêmes
droites** Pages 6 et 7



ÉDITO
Hollande: les bougies
et les braises...
Page 2

PREMIER PLAN
Alstom: nationaliser?
Page 2

ACTU INTERNATIONALE
Ukraine: entretien avec Zakhar
Popovych (Opposition de gauche)
Page 5

LIBRE EXPRESSION
État espagnol: entretien avec deux
militantEs de Podemos Page 12



Par CAMILLE JOUVE

Hollande: les bougies et les braises...

En cette semaine d'anniversaire de l'élection de François Hollande, membres du gouvernement et députés socialistes s'agitent pour clamer haut et fort que l'heure n'est pas au bilan. Ce mardi, Hollande lui-même l'a dit: «je demande à être jugé à la fin de mon quinquennat». Pourtant, la politique menée par les socialistes depuis leur retour au pouvoir est parfaitement cohérente...

Outrepassant largement un programme pour lequel les électeurs n'avaient déjà manifesté guère d'enthousiasme, Hollande n'a eu de cesse de donner des gages au patronat et à la bourgeoisie. Hollande «an I» a vu la ratification du TSCG, la mise en place du «pacte de compétitivité» et la destruction du code du travail avec l'ANI. Hollande «an II» a connu la contre-réforme des retraites et le «pacte de responsabilité». Pour nous, le bilan est sans appel et il est très déséquilibré: des poches remplies pour le patronat et quelques crans de plus à la ceinture pour la population.

Loïn d'avoir effectué un tournant «social-démocrate» comme il le claironnait fièrement en décembre, le président a surtout mené une politique néolibérale dans la droite ligne de celle prônée par la commission européenne. Comme en Grèce, en Italie, en Espagne, le gouvernement Hollande ajoute de l'austérité à l'austérité, avec pour conséquence une accentuation de la récession, une augmentation du chômage et une paupérisation des populations. Et malgré une cuisante défaite aux municipales et un Front national au plus haut dans les sondages, la nomination de Manuels Valls à Matignon confirme l'orientation néolibérale de Hollande. Et ce ne sont pas les vaines agitations de certains députés socialistes ou de EÉLV qui vont infléchir la ligne politique d'un parti qui a fait le choix de laisser sur le carreau les classes populaires. Et Hollande n'a qu'un regret: «J'aurais pu aller plus vite»!

«Je ne m'attendais pas à ce qu'il y ait dès le lendemain des lendemains qui chantent», rajoute Hollande. Nous non plus! Comme le NPA essaye de s'y atteler depuis deux ans, il faut s'opposer à ce gouvernement, dans la rue et dans les urnes. Partout où c'est possible, avec toutes les organisations, les associations, les syndicats, impulsions des pôles de résistance, construisons une opposition de gauche. Ne pas laisser le champ politique à la droite et à l'extrême droite et donner des perspectives, un nouveau souffle, à toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus. Bref, souffler sur les braises, et pas les bougies!

BIEN DIT

Jouer maintenant en Israël est moralement équivalent à jouer à Sun City au plus fort de l'apartheid sud-africain.

Déclaration de ROGER WATERS et NICK MASON, deux membres fondateurs des Pink Floyd: «Pourquoi les Rolling Stones ne devraient pas jouer en Israël», jeudi 1^{er} mai 2014.

À la Une

Envoyons valser leur Europe de l'austérité!

La campagne pour les élections européennes du 25 mai n'est pas prête de réconcilier les classes populaires avec les professionnels de la politique qui rivalisent de démagogie afin de séduire l'électeur. Entre le PS, une droite qui se dit socialiste, la droite qui se prétend populaire ou la droite nationaliste et extrême, on ne sait à qui revient la palme d'or. Le véritable enjeu de ces élections est d'offrir une perspective politique à celles et ceux qui rejettent ces partis.

Hollande a changé son personnel gouvernemental pour embaucher un jeune et fringant Premier ministre chargé d'aggraver sa politique d'austérité... tout en tentant de nous vendre des mirages. Il vient de découvrir à l'horizon «le retournement économique». «Cette phase doit se traduire par une croissance plus forte, une compétitivité plus importante, une redistribution du pouvoir d'achat par une baisse des impôts». Il n'a pas osé ajouter à cette mauvaise blague cynique l'inversion de la courbe du chômage... Déjà à l'occasion du 14 juillet 2013, il avait eu une vision: «la reprise, elle est là», avait-il déclaré. Chacun connaît la suite, et plus personne ne croit à ce discours de cartomancienne destiné à nous bluffer.

Ni la peste ni le choléra

Alors, le 25 mai, il nous faut dire avec force que nous ne sommes pas dupes du discours de Hollande, pas dupes non plus de celui de Copé et de ses amis. L'UMP se divise, à la veille des élections: les Wauquiez et Gaino courent derrière le FN pour flatter les mêmes inquiétudes, les mêmes peurs afin de diviser les classes populaires, de dévoyer leur colère dans l'impasse du repli national, de la xénophobie, du racisme. «Ne laissons pas le terrain à l'extrême droite, c'est à nous de porter le rêve européen», répond Valls. Mais, pour l'immense majorité de la population, ce rêve ressemble à un cauchemar. Il serait pour le moins illusoire de croire faire barrage à l'extrême droite en votant pour le PS, c'est-à-dire en approuvant une politique qui fait le lit du FN.

Nous n'avons pas à choisir entre ceux qui défendent l'Europe capitaliste

et ceux qui défendent la France capitaliste ou ceux qui défendent les deux. Ce qui nous importe, c'est de nous défendre nous-mêmes en alliance, en coopération avec les travailleuses et les travailleurs qui, par delà les frontières et quelles que soient leurs origines, ont les mêmes intérêts que nous.

L'absurdité du nationalisme

Quand le PS et l'UMP – qui ont construit l'Europe capitaliste, l'Europe du chômage et de l'austérité –, ou le FN – qui veut en sortir –, nous parlent de la France, c'est aux patrons, aux banques et aux multinationales qu'ils pensent, à leurs intérêts, c'est-à-dire à leurs profits, leurs privilèges. Ces derniers savent parfaitement ignorer les frontières pour mettre les salariés en

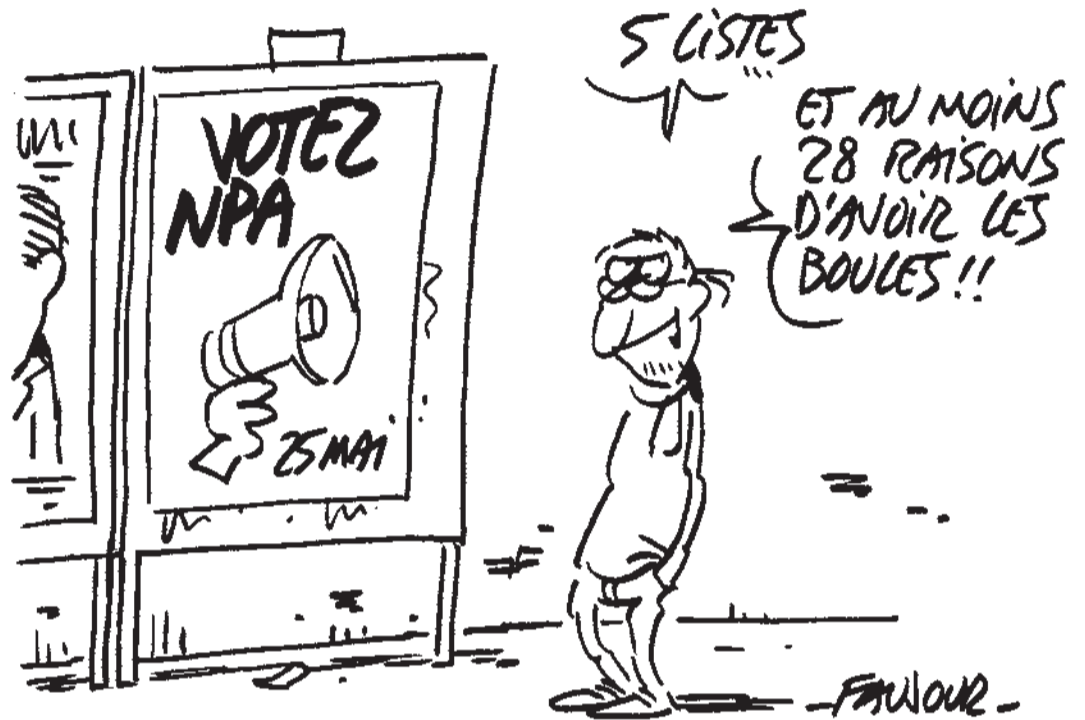
concurrence, abaisser le «coût du travail», trouver des investissements juteux ou des marchés. Imaginer qu'il soit possible de se replier derrière les frontières est une absurdité, un piège. La moitié des capitaux investis dans les multinationales du CAC 40 sont des investissements internationaux. Près de 70% de leur chiffre d'affaires est réalisé hors de France! Alors, ceux qui vantent le repli sur l'hexagone rêvent simplement d'enfermer les travailleurs et les peuples dans la prison des frontières pour mieux les livrer à l'exploitation du capital mondialisé.

Ne pas s'abstenir de faire notre politique

Face à tous ces boniments, les travailleurs, les classes populaires ont tout

intérêt à dire leur mot, à exprimer leur colère, leur révolte. Bien sûr, les grands partis craignent l'abstention qui leur enlève toute légitimité, mais il faudrait qu'ils craignent surtout notre colère, nos luttes et nos mobilisations. C'est le seul langage qu'ils comprennent, celui du rapport de forces. S'abstenir, c'est leur laisser les mains libres. Voter anticapitaliste, c'est leur dire clairement que nous refusons cette Europe de l'austérité et du chômage, l'Europe du PS et de l'UMP comme nous refusons la France capitaliste. C'est leur dire que nous ne comptons que sur nous-mêmes, nos propres organisations pour changer les choses, en finir avec la dictature de la finance et ouvrir la perspective d'une Europe de la coopération et de la solidarité.

Yvan Lemaitre



ALSTOM



Nationaliser?

Après Arcelor-Florange, l'idée de l'entrée de l'État au capital d'une entreprise est agitée dans le cas d'Alstom.

Jean-Claude Mailly pour FO, Thierry Lepaon pour la CGT ou Jean-Luc Mélenchon l'ont évoqué chacun à leur manière. Et même Jean-François Copé (UMP) a dit que cela pouvait se concevoir, bien sûr avec beaucoup de limites...

Esbroufe et désarroi

Le désarroi renvoie à une contradiction du capitalisme actuel, surtout en période de crise. Grandes entreprises et finance sont de plus en plus mondialisées mais les États

demeurent nécessaires au capitalisme pour gérer les territoires, les sociétés, former la force de travail, etc. La plupart du temps, ça fonctionne sans difficulté: États et gouvernements se font les serviteurs zélés du capital. Parfois, ça coince un peu: l'État est bousculé par une décision d'un capitaliste particulier qui bouscule les équilibres économiques ou pose un problème de gestion politique immédiate. Du coup, l'État se campe en gardien

Un monde à changer

NAUFRAGE. Le bilan exact du naufrage du ferry sud-coréen Sewol le 16 avril dernier est encore inconnu. Pour l'instant, les chiffres sont de 244 morts et 58 disparus, en grande majorité des lycéens. Par contre l'enquête sur les causes du naufrage a progressé. Au-delà des circonstances, l'État sud-coréen et la compagnie propriétaire du bateau sont sur la sellette. Le désastre fait apparaître d'énormes failles de sécurité dans la surveillance des navires domestiques transportant des passagers. En Corée du Sud, cette surveillance est exercée par les organismes privés, et le rapport sur la capacité de transport du ferry n'avait été transmis qu'à la compagnie Chonghaejin Marine, propriétaire du bateau. En congé au moment du drame, le capitaine en titre du ferry avait averti sa compagnie de l'instabilité du navire à cause des cabines supplémentaires qui avaient été installées sur les ponts 3, 4 et 5. Selon des documents révélés récemment, le ferry était systématiquement en surcharge : il a dépassé sa limite de cargaison

lors de 246 trajets pendant les 13 mois qui ont précédé l'accident, et il était peut-être encore plus surchargé que d'habitude au cours de son dernier voyage. En outre, la cargaison était peut-être mal arrimée... afin de permettre au navire d'appareiller plus tôt. Chonghaejin, l'entreprise propriétaire, est contrôlée par un riche Coréen soupçonné d'évasion fiscale et de détournements de fonds. Yoo Byung-eon est par ailleurs le chef d'une église évangélique qui compte 20 000 adeptes. Cheonghaejin, cherchait à réduire ses coûts par tous les moyens. L'équipage était en majorité composé d'intérimaires, souvent renouvelés et qui connaissaient mal leur bateau. Le bilan a donc été aggravé par l'incompétence de l'équipage. Et les internautes ont exprimé leur colère et leur désarroi sur les réseaux sociaux : « *Quel est l'intérêt d'avoir l'internet le plus rapide du monde, les smartphones les plus cool, les meilleurs chantiers navals, lorsqu'on n'est pas capables de sauver nos enfants ?* », a interrogé un internaute coréen...

BRÉSIL Vent de révolte contre un Mondial beaucoup trop cher

« *Faut absolument dire aux Brésiliens qu'ils ont la Coupe du monde, qu'ils sont là pour montrer la beauté de leur pays, leur passion pour le football et que, s'ils peuvent attendre un mois avant de faire des éclats un peu sociaux, ce serait bien pour le Brésil et pour la planète football, quoi.* » Cette phrase malheureuse de Platini condense à la fois l'inquiétude des dirigeants sportifs et politiques à l'égard de la tension sociale montante au Brésil à la veille de la Coupe du Monde et la nostalgie d'un pays qui n'existe plus...

Car depuis plusieurs mois, les travailleurs et la jeunesse brésiliens ne se retrouvent plus dans cette image de la « beauté » du pays, de la « passion pour le football » et d'un peuple « joyeux ». Les grandes manifestations de juin dernier ont laissé leur marque dans les esprits de toute une génération, longtemps anesthésiée par les promesses du « Brésil-puisse » et par plus de treize ans de gouvernement du PT. Le coût économique et social extrêmement élevé de l'événement sportif est devenu ainsi la cible symbolique de la lutte contre une société profondément injuste.



Le(s) vrai(s) visage(s) de la coupe du Monde

José Afonso, Raimundo Nonato, Fábio Luiz, Ronaldo, Marcleudo, José Antônio, Antônio José et Fabio Hamilton aimait très probablement le foot. Et pourtant ils ne pourront pas assister à la coupe du Monde car ils sont tous morts, victimes des conditions de travail inhumaines dans les travaux de construction des stades et d'infrastructures. L'événement

sportif aura aussi certainement un goût amer pour les 170 000 familles expulsées de leur logement au profit de ces mêmes travaux. C'est aussi le cas pour les familles et les amis de l'ouvrier du bâtiment Amarildo et du danseur Douglas, assassinés brutalement et devenus des symboles de la violence policière dans les favelas « pacifiées ». Le fait nouveau, c'est que dans un pays où jusqu'à présent la police tuait des jeunes et des travailleurs pauvres

en toute impunité, des mobilisations ont eu lieu jusqu'à imposer une véritable enquête et l'arrestation des responsables.

De Jirau à Rio, le retour de la classe ouvrière

Mais les changements en cours au « pays du foot » ne s'arrêtent pas là. Avant même les mobilisations de juin dernier, une succession de grèves avait déjà mis à mal la construction par GDF-Suez du

barrage de Jirau dans la région amazonienne, donnant les premiers signes que la classe ouvrière brésilienne commençait à lever sa tête. Des journées de travail de plus de quinze heures, des morts victimes du manque d'assistance médicale, la violence morale et physique des contremaîtres avaient déclenché des véritables émeutes. Plus généralement, toutes les statistiques montrent une augmentation considérable du nombre de grèves depuis 2012. Le dernier exemple de ce « réveil ouvrier » a été la grève victorieuse des balayeurs de Rio (cf article dans *L'Anticapitaliste* n°235), qui ont saisi le moment du Carnaval pour imposer l'ensemble de leurs revendications. C'est évidemment un scénario de ce type qui fait peur aussi bien aux dirigeants de la FIFA qu'au gouvernement brésilien. Un appel à des manifestations de solidarité internationale est lancé, notamment pour le jour de l'ouverture de la coupe du Monde, le 12 juin. Un cadre unitaire est en train de se construire, le NPA y participera pleinement !

Daniela Cobet

de l'« intérêt général », de l'« intérêt national ». C'est ce qui se passe avec la décision de Patrick Kron, le PDG d'Alstom, de faire un deal avec General Electric (GE). Comme le note *Mediapart*, il n'a pas prévenu le gouvernement (Bouygues qui est l'actionnaire principal d'Alstom, non plus) et celui-ci se trouve devoir gérer, à l'improviste, les conséquences prévisibles sur l'emploi, les fermetures d'établissements, voire les conséquences sur les filières énergie et transports en France. Hollande et Montebourg se mêlent donc directement de l'affaire. D'autant qu'il y a un autre groupe capitaliste sur les rangs : Siemens, qui a le soutien du gouvernement allemand. Le gouvernement n'a sans doute pas envie

d'aller plus loin qu'une position d'arbitre, en se donnant du temps pour peser sur la décision de Kron (qui demeure favorable à GE). Mais, du côté des syndicats et du Front de gauche, on sait que chacune des solutions capitalistes, GE aussi bien que Siemens, pose des problèmes, d'emplois notamment, d'où cette idée de participation au capital, voire de nationalisation.

Hier et aujourd'hui...

La nationalisation et plus généralement la propriété publique semblait passée de mode au début des années 90. Du côté des salariéEs, les choses étaient confuses, si les nationalisations de 1945 conservaient une odeur de progrès économique et social, celles de 1981-82 avaient un

parfum d'amertume car elles s'étaient soldées par des restructurations et des suppressions d'emplois massives. Pour le PS, le capitalisme est désormais un « horizon indépassable » et ils s'acharment à le mettre en pratique, à l'instar des privatisations massives du gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002). Avec la crise qui commence en 2008, le thème de la nationalisation va faire progressivement son retour dans les entreprises de production. La revendication apparaît parfois face à des fermetures d'entreprise, dans des cas où un repreneur se fait attendre. Il s'agit souvent d'une nationalisation provisoire comme solution d'attente. À l'automne 2012, la situation se modifie autour du cas

d'ArcelorMittal, dont l'écho ira au-delà du cas de cette entreprise. Rappelons une différence entre Arcelor et la situation actuelle d'Alstom : chez Arcelor, les travailleurs étaient en lutte, et c'est leur détermination de l'époque qui a conduit les politiques, comme Montebourg, à parler de nationalisation temporaire.

Préserver d'abord les emplois

Dans le cas d'Alstom, il y a un double enjeu. D'abord, le plus important, l'emploi. Avec Siemens ou GE, nationalisation ou pas, l'exigence c'est « Zéro suppression d'emplois ! » Le deuxième enjeu, c'est le potentiel industriel et de recherche, mais les travailleurEs ne peuvent s'en désintéresser. Pas au nom

du patriotisme économique, mais parce que les emplois, ce sont des établissements, des conditions concrètes de travail. Pour reprendre une histoire ancienne du temps des restructurations de la sidérurgie, ce n'est pas la même chose de travailler dans la sidérurgie ou dans un parc d'attractions (ce que l'on a proposé à des travailleurs lorrains dans les années 80...). Pour préserver tout cela, c'est la détermination des salariés qui comptera avant tout, nationalisation temporaire ou pas. Autre chose serait l'expropriation des actionnaires, la socialisation de l'entreprise et son insertion dans des filières publiques des transports et de l'énergie. C'est ce que nous défendons.

Henri Wilno

Le chiffre

50%

C'est la hausse du prix du gaz exigée par le FMI dans le cadre de son plan d'« aide » à l'Ukraine. Diverses mesures d'économie devront aussi être mises en vigueur... et 5 des 17 milliards annoncés serviront en fait à rembourser des prêts antérieurs du FMI.



Agenda

Samedi 10 mai, manifestation en mémoire de l'abolition de l'esclavage, Villers-Cotterêts.

« Abolition de l'esclavage : malgré le FN ! » à 11 h, 41 rue du Général-Mangin.

Lundi 12 mai, projection/débat sur la Révolution des œillets, Paris 20^e.

Autour du film *Setubal, ville rouge*, à 19 h 30 au bar le Miyanis, 132 boulevard de Ménilmontant.

Mardi 13 mai, Société Louise-Michel, Paris.

Réunion avec Gilles Perrault, à 19 h au Lieu-dit. 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

Mardi 13 mai, réunion publique sur les Européennes, Soissons.

Avec Christine Poupin, à 19 h 30, Halte fluviale, rue Ernest Ringuier.

Mardi 13 mai, réunion publique sur les Européennes, Besançon.

Avec Gaël Diaferia, à 20 h, salle Battant, 48 rue Battant.

Jeudi 15 mai, réunion publique sur les Européennes, Clermont-de-l'Oise.

Avec Christine Poupin, à 19 h 30, centre socio-culturel, rue Wenceslas Coutellier.

NO COMMENT

C'est de plus en plus difficile.

FRANÇOIS HOLLANDE, interrogé pour savoir s'il se promenait souvent à pied dans la rue, site du *Parisien* le lundi 5 mai 2014.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LOI FAMILLE ET PMA Le gouvernement donne de nouveaux gages aux réacs

Faut-il rappeler que le gouvernement a depuis des mois déjà reporté sa « loi famille », pour ne pas froisser davantage les éternels bleu-blanc-rose de la Manif pour tous ?

Pour ne pas donner l'impression d'un renoncement complet, un projet de loi va être examiné fin mai à l'assemblée, concernant « l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant » (APIE). Ce texte promet des avancées intéressantes, notamment pour la reconnaissance d'un statut de beau-parent, mais on y sent également l'influence évidente des masculinistes (souvenez-vous, les « pères perchés »).

En effet, on peut lire qu'en cas de séparation, un enfant sur cinq ne voit plus son père, mais rien n'indique le moindre questionnement sur cette situation. La seule solution avancée, c'est de pénaliser le parent ne présentant pas son enfant, désignant ainsi implicitement la mère comme une coupable.

Par contre, aucune mention du nombre de pensions alimentaires non versées... Rien non plus sur le fait que dans 80% des cas, les parents sont d'accord sur la résidence des enfants. Plus grave : quasi-rien sur les situations de violences subies par nombre de mères séparées, et par leurs enfants. Le mot « violence » n'apparaît qu'une fois dans l'ensemble du texte, pour signaler qu'en cas de condamnation pour des faits des violences, le parent ne pourra exiger d'être prévenu en cas de changement de résidence ou d'établissement scolaire !

On se dit que l'association « SOS papa » n'a pas été reçue pour rien par Jean-Marc Ayrault en février 2013...



Après la rencontre au ministère la Manif pour tous parade. DR

Barjot peut se réjouir...

C'est ensuite Laurence Rossignol, tout juste installée au secrétariat d'État à la famille, qui a ouvert ses portes aux représentants de la Manif pour tous. Qui a-t-elle convaincu en affirmant que « rencontrer la Manif ne [voulait] pas dire se soumettre à leur point de vue » ? Déjà, le gouvernement avait retiré la PMA de la loi sur le mariage pour tous, puis du projet de loi Famille, elle-même édulcorée dans le projet APIE. Il avait ensuite déclaré qu'il faudrait attendre les conclusions du comité consultatif national d'éthique (CCNE). Finalement, Laurence Rossignol n'aura même pas attendu que le CCNE se prononce : elle a annoncé que « le gouvernement s'opposerait à tout amendement sur la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples homosexuels. »

Voici donc le dernier épisode des reculs du gouvernement sur l'ouverture du droit à la PMA à toutes les femmes, alors que celle-ci est autorisée pour les seuls couples hétérosexuels. Frigide Barjot peut se réjouir : « sur le fond, il n'y a plus rien de contestable dans la proposition de loi APIE ». Effectivement, ce sont bien aux mouvements réacs de tous poils, ceux qui se sont forgés contre le mariage pour tous et continuent à œuvrer contre l'apprentissage de l'égalité filles/garçons à l'école, que le gouvernement a accordé des gages.

Mais il n'y a pas à tergiverser : contre l'ordre moral, pour l'égalité, le NPA défend le droit à la PMA pour toutes les femmes, lesbiennes ou hétéros, célibataires ou en couple.

Catherine et Gwendo (Commission nationale intervention féministe)

MOBILISATIONS

Après le 12 avril

De l'avis unanime des organisateurEs et des participantEs, la manifestation du 12 avril, sur le thème « Maintenant ça suffit! Marchons contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses », a été un succès. Au moins autant que la participation de plusieurs dizaines de milliers de personnes aux manifestations de Paris, Avignon et Marseille, c'est le rassemblement relativement inédit qui a permis ces initiatives, et qui ouvre des perspectives précieuses dans la période actuelle.

Ce rassemblement est, en lui-même, autant significatif par le nombre d'organisations et de personnalités impliqué que par son fonctionnement. En ce qui concerne les organisations présentes, elles vont des organisations syndicales Solidaires, FSU et de nombreuses structures CGT, au NPA et Alternative Libertaire en passant par le DAL, RESF, APEIS, les structures de mobilisation sur la santé et/ou l'hôpital public, toutes les composantes du Front de gauche, et des personnalités engagées dans le mouvement social. Reste la faible présence de forces défendant les droits et notamment le droit du travail, et les organisations féministes. Les textes élaborés (appel, tracts, banderole) et les modalités d'actions font l'objet de longues discussions où la recherche du consensus a, jusqu'à maintenant, prévalu sur les logiques d'appareils. Même s'il existe encore certaines pratiques tels des articles sectaires, notamment du côté du PCF.

Débattre et mobiliser

Pour la suite, le collectif a plusieurs objectifs. Tout d'abord (re)prendre des initiatives pour ne pas laisser retomber la dynamique du 12 avril. Mais, dans le même temps, il faut consolider le regroupement du 12 avril pour retrouver touTEs les participantEs,



De Sarkozy à Hollande, le 1^{er} Mai 2014 à Paris. PHOTOHÉQUE ROUGE / JMB

et élargir aux structures diverses qui ont participé aux initiatives ou souhaitent maintenant y être associées. Enfin, il s'agit de construire des propositions qui combinent revendications contre la politique du gouvernement et du patronat et pistes pour des alternatives qui rompent avec ces politiques. La lutte contre le Pacte de responsabilité et ses déclinaisons est bien sûr au centre des préoccupations, mais d'autres questions doivent être prises en compte (Traité transatlantique, écologie, chômage, logement, égalité des droits, etc.). Une des difficultés est de concilier

prise et réussite d'initiatives (manifestations, débats publics), avec le temps de débats qui impliquent toutes et tous, en respectant aussi les rythmes imposés par la démocratie dans les structures concernées notamment syndicales et associatives. Une rencontre nationale devrait se tenir mi ou fin juin, avec pour objectif des propositions de mobilisations pour la rentrée sous forme de manifestations décentralisées et de construction revendications/plateforme d'urgence/plan ORSEC contre l'austérité... Cette rencontre de juin devrait prendre la forme de séances plénières et de groupes de

travail, sur des thèmes incluant les modes de fonctionnement et de décisions du collectif.

Toujours l'urgence!

Mais toutes et tous sommes convaincuEs que le collectif ne peut ni ne doit s'isoler de l'actualité politique et surtout des résistances qui se développent. Intermittents du spectacle, fonctionnaires, postierEs, salariéEs de Sanofi, d'Alstom, du commerce et bien d'autres, opposent au quotidien leurs mobilisations aux attaques patronales et gouvernementales. Leurs combats doivent alimenter la réflexion du collectif, tout en respectant rythmes et formes de ces mobilisations. Sans ces luttes, pas de ressort pour un « Tous ensemble » contre la politique du Medef mise en œuvre par le gouvernement.

Dans le même temps, les échéances électorales ne sont pas qu'une toile de fond aux couleurs plus ou moins satisfaisantes. La déroute électorale des partis gouvernementaux et la poussée de l'extrême droite risquent fort de se confirmer, de s'amplifier dans le cadre des élections européennes. De fortes raisons supplémentaires pour que s'affirment des réponses militantes, des alternatives à la régression sociale qui puissent nourrir une révolte de gauche qui balaie les tragiques perspectives proposées par l'extrême droite.

Robert Pelletier

PS Le crépuscule ?

Pour l'anniversaire des deux ans de présidence de Hollande, la question d'un effondrement possible du PS se pose...

D'abord, ce sont des résultats catastrophiques du vote PS aux municipales, dans un contexte politique spécifique où le président de la République est issu de ses rangs et bénéficie d'une réelle majorité parlementaire. 170 villes de plus de 10 000 habitantEs sont ainsi passés de gauche à droite. Cette défaite marque une coupure historique entre l'électorat de gauche et ses représentants : la fin du « socialisme municipal » et la mise à mal de ses réseaux d'influence tellement actifs dans la vie locale de nombreuses communes. Ces résultats sont l'expression d'une crise globale – sociale et politique – ainsi que d'une crise de confiance. Ensuite, la nomination de Valls, chef du gouvernement de combat pour accélérer les contre-réformes, est un échec : trois semaines après sa nomination, il n'obtient qu'une petite majorité sur son vote de confiance, et 41 députés socialistes s'abstiennent. Il s'est pourtant dépensé sans compter pour faire approuver son plan par des députés godillots qui ne veulent plus marcher, sonnés par les mauvais scores électoraux, tirillés entre le ras-le-bol des militantEs qu'ils

côtoient dans leurs circonscriptions et la pratique usante du soutien inconditionnel au gouvernement par la majorité parlementaire sous la V^e République.

Au fond, en trahissant toutes ses promesses de candidat, Hollande désespère son propre camp. En appliquant à la lettre les vieilles revendications du capital et le programme de la droite sur la baisse massive du « coût du travail », sur des réformes structurelles des droits sociaux et sur la baisse drastique de la dépense publique, Hollande ne fait que renforcer la surenchère patronale et fédérer une partie de son opposition de droite.

C'est la crise!

Crise de régime et chute du PS à l'horizon? Hollande et Valls, fossoyeurs de leur propre parti? La question se pose d'autant plus que les semaines qui viennent risquent d'être lourdes de dangers pour ce gouvernement et donc son parti. Une nouvelle défaite lors des prochaines échéances électorales est possible, voire probable.

En effet, pour sortir du marasme hexagonal dans lequel il s'enfonce jour après jour, le PS semble vouloir conduire une campagne



Valls en petite forme... DR

continentale, une campagne qui se veut de gauche, avec des critiques fortes de l'Union européenne, notamment sur l'absence de démocratie et l'aberration des décisions en matière de déficits publics. Mais qui pourrait aujourd'hui croire celui qui a trahi toutes ses promesses de résister à l'UE quand il était candidat, et s'est empressé d'aller signer le traité européen à peine élu? Qui pourrait encore croire celui qui applique à la lettre les diktats de la commission pour

imposer l'austérité? Ces duperies continuelles risquent à nouveau de faire dans les urnes le succès de la droite et de l'extrême droite. Quelle que soit l'issue de la crise de régime qui s'annonce, notre responsabilité est de tout faire pour que notre camp s'organise, tout faire pour que la désillusion et le découragement de ceux qui n'en peuvent plus de payer leur crise, se transforment en luttes. C'est notre engagement.

Roseline Vachetta

Quelles informations as-tu sur les affrontements actuels à l'Est ?

Les témoignages se font sous le choc des émotions, des propagandes. Il faut une enquête impartiale. Mais il est sûr que des militants de la gauche radicale, qui participaient à des actions communes il y a un an, ont été tués des deux côtés... Andrej Brajevsky, informaticien de 27 ans et membre de « Borotba », fait partie des victimes de l'incendie et agressions de la Maison des syndicats. Il était impliqué dans une milice paramilitaire (« Odesskaya družhina ») « pro-russe ». Un autre jeune, militant « anti-fasciste », a été tué auparavant sur la place Sobornaya dans le centre-ville d'Odessa lors de la manifestation « pro-ukrainienne » qui a été bloquée par des milices « pro-russes » armés. Des militants de gauche ont pris les armes et sont devenus de la chair à canon dans une guerre qui n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Certains disent que ceux-ci sont plus impliqués à Donetsk qu'à Maïdan ?

La vérité est que les travailleurs n'ont participé massivement à aucun des deux mouvements qui s'éloignent des enjeux sociaux, vers un affrontement ethno-culturel, nationaliste et chauvin centré sur la question de la légitimité historique de l'État Ukrainien. Là où les travailleurs ont participé à des mouvements, ils n'ont pas toléré la violence, que ce soit dans l'est ou dans l'ouest du pays : quand des forces « anti-Maïdan » ont payé des militants pour attaquer les activistes de Maïdan dans la ville industrielle de Kryvyi Rih (dans l'Oblast de Dnepropetrovsk), le « Sotnia » d'autodéfense des mineurs a trouvé le moyen de « pacifier » les provocateurs et il n'y a pas eu de brutalités. Récemment, les travailleurs de Krasnodon (dans l'Oblast de Lugansk) se sont mis en

UKRAINE « Seule la mobilisation solidaire des travailleurs peut empêcher la guerre »

Entretien. Zakhar Popovych est économiste et membre de la direction de Opposition de gauche. À l'occasion de sa venue en France pour la fête du NPA 75, nous faisons le point sur les derniers événements en Ukraine et l'intervention des anticapitalistes.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILD

grève et ont placé la ville sous leur contrôle. Personne n'a été tué. Et ils n'ont pas rejoint le mouvement « pro-russe ». Mais ils n'ont pas non plus toléré d'être instrumentalisés en soutien de Timoshenko ou de tout autre candidat bourgeois aux élections présidentielles. Il n'y a pas de travailleurs organisés dans les rues d'Odessa, de Donetsk, de Lukansk ou dans celles de Sloviansk et de Kramatorsk. Les travailleurs ne sont nulle part impliqués dans le mouvement, bien que nous ayons vu une mobilisation partielle de syndicats indépendants dans l'Ukraine centrale. Mais ce n'est pas le cas dans l'est. Donetsk concentre essentiellement les mines de charbon, ce n'est pas la seule

région industrielle de l'Ukraine : les régions du centre, Dnepropetrovsk et Zaporija ne sont pas moins industrielles. Les principales aciéries sont là.

L'Ukraine est-elle au bord de l'éclatement entre ses différentes régions ?

L'Ukraine est bien plus homogène qu'on ne peut le croire. Il y a beaucoup de forces de droite et un très faible mouvement ouvrier. Le stalinisme soviétique a détruit les traditions d'auto-organisation, et il n'y a aujourd'hui qu'un embryon de mouvement ouvrier indépendant. Les régions de l'Est ne sont pas représentées dans ce gouvernement, mais je voudrais souligner aussi qu'il n'y a guère plus de confiance des populations de l'ouest et même du centre de l'Ukraine dans ce gouvernement. Maïdan était un mouvement de masse aspirant à la justice, en particulier la justice sociale, et défiant envers les partis qui sont au gouvernement.

Dans ce contexte, que défend l'Opposition de gauche ?

Quand nous sommes intervenus publiquement en janvier et février au sein de Maïdan, en disant que ce gouvernement imposerait des mesures d'austérité et la coupure de dépenses sociales tout comme Ianoukovytch l'avait fait, on ne nous croyait pas. Mais c'est ce que le gouvernement est en train de faire

pour obtenir les crédits du FMI, essayant de détourner l'attention en instrumentalisant les dangers de Russie qui menaceraient la nation. Nous dénonçons ces politiques. Cette hystérie nationale n'a rien à voir avec le mouvement Maïdan. Nous présentons nos idées dans une liste autonome, basée sur l'auto-organisation et pour la « révolution sociale », aux élections locales de Kiev le 25 mai. Maïdan n'était assurément pas « de gauche », mais c'était un mouvement de masse défiant envers les partis et très sensible aux questions sociales, donc aux idées de gauche. Il ne fallait pas le laisser aux forces de droite et d'extrême droite. Le principal problème de la gauche a été la dispersion et les divisions : certaines composantes de gauche ont choisi l'extériorité radicale et l'hostilité envers le mouvement de masse – et d'autres se sont quasiment dissoutes dedans, ou sans coordination. Seule la mobilisation solidaire des travailleurs peut empêcher la guerre. La seule issue est la construction de fronts pour la justice sociale, contre tous les oligarques (dont les profits échappent à toute taxation), appuyés sur une auto-organisation des travailleurs de toutes les régions, en défense d'une Ukraine indépendante, contre tous les racismes et impérialismes.

Propos recueillis par Catherine Samary



Le monde en bref

Vague de répression en Égypte

Le Mouvement du 6 avril, principal groupe de la jeunesse aujourd'hui opposé à l'armée, a été interdit pour avoir « diffamé » le pays et pour « collusion » avec des mouvements étrangers. Cette interdiction survient en pleine répression visant particulièrement les Frères musulmans, les partisans de Morsi destitué le 3 juillet par l'armée. Au Caire, un tribunal a condamné à mort 683 islamistes, dont le chef des Frères musulmans, et commué en prison à vie les peines capitales prononcées en mars pour plus de 492 des 529 condamnés. Ces procès de masse expéditifs sont des procès politiques visant à écraser les Frères musulmans et surtout à imposer un climat de terreur pour étouffer toute révolte. Si la répression contre les islamistes semblait être accueillie avec indifférence voire approuvée par une large majorité de la population, c'est bien l'ensemble des classes populaires qu'elle vise pour imposer la dictature du général Sisi. Elle vise à lui garantir son élection à la présidentielle du 27 mai, et s'accompagne de l'interdiction de toute manifestation non autorisée par l'armée et de la répression contre les forces laïques. Les États-Unis, « profondément préoccupés par le recours continu aux procès et aux condamnations de masse », ont partiellement levé la semaine dernière le gel de leur aide à l'armée...

Grève dans le métro de Londres

Une grève de 48 heures par les travailleurs du métro londonien les 28 et 29 avril a provoqué de grosses perturbations à Londres, ainsi que la colère du gouvernement et du patronat britanniques. Comme ici en France, la politique d'austérité continue à miner les services publics. À la recherche de 5 milliards d'euros d'économies d'ici 2020, la société des transports londoniens veut imposer la suppression de 1800 emplois. Plus de la moitié de ceux-ci concernerait le projet de fermer tous les guichets du métro, malgré les promesses du maire de Londres, Boris Johnson (lorsqu'il n'était que candidat !) de n'en fermer « aucun ». Cette provocation d'un politicien très réactionnaire, qui se donne ainsi des airs d'un dur, servirait aussi son ambition de prendre la place de l'actuel dirigeant du parti conservateur (et Premier ministre) David Cameron. En février dernier, de nombreux travailleurs du métro ne cachaient pas leur colère lorsque leurs dirigeants syndicaux avaient suspendu une première grève, contre la promesse de négociations. Après 40 rencontres avec la direction du métro et une nouvelle grève de 48 heures, ils en sont au même point. Depuis le 29 avril, les négociations n'ont toujours rien donné et une nouvelle grève, cette fois-ci de 72 heures, était prévue. À l'heure où nous écrivons, nous venons d'apprendre que la direction du syndicat a suspendu la grève en considérant que des concessions importantes ont été obtenues.

Blocus de Gaza: un acte de terrorisme

Le mardi 29 avril à l'aube, au lendemain de l'échec d'une nouvelle pseudo négociation internationale, les services israéliens se sont livrés à un nouvel acte de guerre délibéré contre le peuple palestinien de Gaza. On se rappelle la sanglante interception de la flottille de la paix qui, en mai 2010, avait coûté la vie à 9 militants antisionistes. Cette fois-ci, c'est un bateau de pêche l'Arche de Gaza qui a été l'objet d'un sabotage par explosif dans le port de Gaza, causant des dommages irréparables. Les militantEs de l'Arche de Gaza projetaient pour juin d'embarquer symboliquement des produits locaux afin de dénoncer le blocus et de réaffirmer les droits du peuple palestinien, pour dénoncer la terreur et l'étranglement de toute une population. La mobilisation continue, notamment pour renforcer la campagne BDS qui pèse sur l'État colonialiste.

1^{er} MAI Journée internationale de contestation et de revendications

Le 1^{er} Mai, jour du muguet et fête du travail institué par Pétain ? Sans doute. Mais aussi et toujours une journée internationale de lutte, où dans tous les pays du monde, des manifestations, des grèves ont lieu.

Cette journée est née à la suite du mouvement pour la réduction du temps de travail aux États-Unis : le 1^{er} mai 1886, les grèves pour la journée de 8 heures furent sévèrement réprimées et des militants pendus à Chicago. Un autre 1^{er} Mai de répression lui succéda dans la ville industrielle de Fourmies, dans le nord de la France, en 1891. C'est un jour de commémoration de l'histoire du mouvement ouvrier dans le monde entier. C'est un jour de convergence des luttes qui reste complètement d'actualité : pour les chômeurs et les précaires, pour les travailleurs, les retraités qui revendiquent pour conserver des droits et pour les travailleurs qui veulent en gagner. C'est d'autant plus vrai dans l'histoire du vieux mouvement ouvrier des premiers pays industrialisés, que dans ceux qui construisent leurs organisations en Asie, au Maghreb ou ailleurs. Tous luttent pour leurs droits. Le slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » n'est pas si obsolète

que l'on voudrait nous le faire croire. Partout en Europe, des manifestations contre l'austérité et la crise. En France, plus de 200 000 personnes ont manifesté contre le plan de compétitivité du gouvernement socialiste et du Medef. En Italie, des défilés ont eu lieu contre la récession. En Espagne, où les jeunes sont pour plus de 50% au chômage, c'est plus de 70 manifestations, après les marches de la dignité de fin mars contre la politique d'austérité menée depuis deux ans par le gouvernement de droite. Au Portugal, ce sont des défilés pour des augmentations de salaires, pour l'emploi contre les mesures du plan d'austérité mis en place en échange des prêts du FMI. En Grèce, où la politique de baisse des salaires, des retraites et la hausse considérable des taxes a aggravé la récession, ils étaient plus de 20 000.

Répression, interdiction, et difficile renaissance

À Istanbul, des heurts entre la police et les manifestantEs ont éclaté, un an après la vague de contestation



qui a secoué la Turquie autour de la place Taksim. Au Cambodge, les manifestations ont eu lieu en soutien aux ouvriers des zones industrielles proches du Vietnam en grève pour des augmentations de salaires et pour la libération des 23 syndicalistes arrêtés en janvier suite aux grandes grèves de l'année dernière. Au Bangladesh, un an après la tragédie du Riazza Plaza qui a fait 1300 morts, les ouvrières étaient vent debout pour crier leur colère. Rien à voir évidemment, avec les défilés de la place Rouge, remake des belles heures stalinienne : 100 000 personnes dans la joie et la bonne

humeur, Poutine l'avait décidé, comme à l'époque de l'Union soviétique. En Chine, il n'y avait personne, mais des grèves encore et toujours. En Égypte, pas de manifestations non plus : après les manifestations obligatoires et ritualisées instituées par Nasser et ses héritiers, une nouvelle tradition peine à se reconstruire. Et en Indonésie, 17 ans après la chute de la dictature qui avait massacré plus de 500 000 communistes et anéanti le mouvement ouvrier, des travailleurs commencent à manifester à nouveau. Rien n'est définitivement perdu. **Christine Schneider**

Une critique réactionnaire de l'Union européenne

Nous ne sommes pas des partisans inconditionnels de l'Union européenne telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. De notre point de vue, l'échelle institutionnelle européenne constitue un nouveau niveau de prise de décision économique et politique investi par la bourgeoisie, qui tente ainsi de contourner certains obstacles qui entravent son offensive dans les États-membres. Mais les luttes pour les droits des salariéEs, des exploitéEs et des populations en général doivent aussi être menées à ce niveau-là. C'est tout le contraire de l'extrême droite qui attaque le cadre européen car il est supérieur aux États nationaux...

En effet, les extrêmes droites de tous les pays du continent fétichisent cette question du niveau où sont prises les décisions, au lieu de se concentrer avant tout sur le contenu des décisions, et donc de mettre à nu les rapports de forces politiques et sociaux dont elles sont le résultat. C'est le fait même que des choix soient effectués à un niveau « supra-national », au lieu de l'être dans le cadre des États-nations – modèle politique traditionnel de la bourgeoisie depuis 150 à 200 ans –, qui est présenté comme intrinsèquement mauvais. Comme si des choix de société, qui seraient actés par un gouvernement national au nom de la « guerre économique » (qui oppose actuellement plutôt des « grands ensembles » régionaux : UE, États-Unis ou Chine, mais qui existe de façon un plus larvée aussi entre les États membres de l'Union), seraient forcément meilleurs ! Dans l'état actuel du rapport de forces entre les classes, ils ne le seraient assurément pas, d'autant plus que cette guerre économique serait encore exacerbée entre les différents pays européens, si une majeure partie des décisions étaient renationalisées. Par ailleurs, il serait tout à fait légitime de dénoncer l'absence d'espaces véritablement démocratiques au niveau de l'Union : par exemple, le Parlement européen n'est même pas un véritable Parlement bourgeois dans la mesure où il ne possède pas l'initiative des lois. Dans l'état actuel des choses, il doit être consulté et donner son avis, parfois son accord, sur les projets de loi européens (directives ou règlements). Mais il ne peut pas proposer des textes, prérogative qui appartient au seul pouvoir exécutif : la Commission de Bruxelles qui doit saisir et le Parlement et le Conseil européen, ce dernier représentant les gouvernements nationaux.

« L'Europe des nations » en guise de démocratie

Or, ce n'est pas du tout le caractère peu démocratique de cette procédure – y compris sous l'angle du fonctionnement normal d'une démocratie bourgeoise – qui est critiquée par l'extrême droite. Au contraire, celle-ci voudrait revenir à une « Europe des nations », où les coopérations relèvent pour l'essentiel des seuls mécanismes intergouvernementaux. Cela signifie que les pouvoirs exécutifs nationaux s'arrangeraient entre eux, et éventuellement avec une administration située au niveau européen, sur les « compromis » souhaités. Au lieu de s'engager vers plus de démocratie, on s'en éloignerait encore considérablement.



On peut parier que de tels arrangements seraient bien trouvés, si jamais la vision de l'extrême droite devait l'emporter à l'échelle européenne... mais à l'exclusion totale de toute « immixtion » par les Parlements, voire les populations et les sociétés civiles ! Somme tout, ce n'est pas forcément le fait de décider au niveau européen qui dérange le plus l'extrême droite. Le premier à avoir temporairement « unifié » l'Europe continentale au 20^e siècle, c'était le pouvoir hitlérien, mais on sait par quelles méthodes !

Ce qui dérange plus profondément l'extrême droite, c'est premièrement le fait que l'Union européenne actuelle, historiquement fondée sur l'instauration puis l'extension d'un marché, ne reflète pas une image de volonté de puissance politique. De plus, en raison de cette primauté de l'économie, des mécanismes de la concurrence et de la liberté de circulation des capitaux, l'extrême droite réclame une composante plus « charnelle » qui manque à ses yeux. Elle pourrait se réclamer comme celle de « la race blanche », ouvertement fondée sur des critères de pseudo-appartenance ethnique, et/ou sur une identification « culturelle » ou « civilisationnelle » commune. Mais les interprétations divergent à l'extrême droite sur ce qui devrait fonder une telle Europe : devrait-elle être d'essence chrétienne, ou alors renouer avec une identité pré-chrétienne, païenne ?

« Moins d'UE ! » pour l'extrême droite

En attendant qu'elle puisse imposer ses visions, l'extrême droite du continent européen se retrouve dans une dénonciation commune de l'Union européenne, telle qu'elle existe. Ses imprécations

trouvent – c'est ce qu'il faut craindre en tout cas – un écho plus large dans le contexte de la crise et des politiques d'austérité exacerbées depuis 2008.

Le FPÖ (« Parti de la Liberté d'Autriche ») de Heinz-Christian Strache, dont le score dépassera probablement les 20 %, a ainsi adopté toute une série de slogans de campagne qui se réfèrent au rejet de l'Union actuelle. On trouve ainsi sur ses affiches pour la campagne des élections européennes des slogans tels que (sous forme de rime en version originale...) : « *L'Autriche change d'idées : Trop d'UE, c'est con !* », ou alors : « *Nous comprenons votre colère – Trop d'UE, ce n'est bon pour personne !* ». Enfin, reprenant un refrain plus que classique dans toute l'extrême droite du continent : « *D'abord nous, l'Autriche, et ensuite l'UE !* »

Au Luxembourg, c'est le parti nationaliste ADR (« Parti réformiste d'alternative démocratique ») qui affiche le slogan : « *Moins d'Europe, plus de Luxembourg !* » Quant au PVV (« Parti de la liberté ») néerlandais du tribun anti-musulman Geert Wilders, il affiche : « *Moins d'UE !* » Récemment, ce parti a fait calculer par une agence de notation britannique, « Capital Economics », le prétendu gain que réaliserait les Pays-Bas en cas de retrait de l'Union européenne... Présentée le 6 février 2014 à La Haye, l'étude arrive au résultat demandé par le parti qui l'avait commandé : les Pays-Bas seraient prétendument plus riches sans l'Union européenne !

Les droites sous influences...

Au vu du climat politique actuel en Europe, on trouve des slogans similaires aussi chez des partis politiques bourgeois qui n'appartiennent pas à l'extrême droite. En Italie, c'est le cas du parti « Forza

Italia », fondé en 1994 par Silvio Berlusconi. Il s'agit ici plus d'un parti-entreprise sans idéologie, voué au « marketing » politique, que d'une formation d'extrême droite (stricto sensu), bien que ce parti ait gouverné à plusieurs reprises avec des forces d'extrême droite. Or, pour les élections européennes à venir, le parti « Forza Italia » se présente avec le slogan suivant : « *Plus d'Italie en Europe – moins d'Europe en Italie !* »

Un slogan pour le moins ambigu, mais dans lequel (transposé à la France) pourrait aussi se reconnaître une partie de l'UMP. Celle-ci se présente avec un slogan non moins ambigu : « *L'Europe, nous l'aimons tellement que nous voulons la changer* », cela alors que toute une frange du parti se voit attirée par les sirènes d'un discours « souverainiste » qui dénonce l'Union européenne. Laurent Wauquiez, ex-porte-parole du gouvernement sous Nicolas Sarkozy et qui passait pour un « pro-européen convaincu », a ainsi largement évolué vers cette autre frange politique de la bourgeoisie française. Actuellement, il revendique ainsi un retour à l'« Europe des six », autrement dit, à la configuration de la Communauté économique européenne (CEE), l'ancêtre de l'UE, entre 1957 et 1973. Ce qui équivaut à un démantèlement de la majeure partie de l'édifice européen construit depuis...

À l'intérieur de l'UMP, une fraction importante du parti dénonce désormais ouvertement la libre circulation des travailleurEs, y compris à l'intérieur de l'Union européenne, mais surtout pour les ressortissants roumains et bulgares. Aussi, les clivages actuels du parti sur la « question européenne » font se délecter les cadres du FN, qui spéculent sur une exacerbation de ces clivages politiques...

CONNAÎTRE

l'Europe extrême droite

Dossier réalisé par Bertold du Ryon (Commission nationale)



A l'issue des élections européennes qui se tiendront le 25 mai prochain (le 22 mai sur les îles britanniques), il est fort probable que l'extrême droite sortira

avec un poids renforcé au Parlement européen. Mais il est aussi fort improbable qu'elle pourra reproduire à Strasbourg tous les faits et gestes pratiqués « à la maison »...

Ainsi, le 13 février 2014, deux députés du Parlement hongrois ont montré qu'ils ne tergiversaient pas avec l'Union européenne. Tamás Gaudi-Nagy, député du parti fasciste Jobbik, et Balázs Lenhardt, député non inscrit mais ancien membre du Jobbik, se sont saisis du drapeau de l'Union européenne et ont jeté par la fenêtre le drapeau étoilé qui ornait jusque-là le fronton du Parlement. Ce drapeau symbolisait, selon les mots des deux députés, « la colonisation de la Hongrie » par des forces étrangères.

Une démonstration « virile » qui n'est pas pour déplaire au FN français... bien que ce dernier s'y prenne par des méthodes un peu différentes de celles appliquées par l'extrême droite hongroise. Deux drapeaux de l'Union européenne se trouvaient, jusqu'à très récemment, à la mairie de Fréjus (Var), l'un placé sur le balcon, l'autre dans le bureau du maire de la ville. Or, le nouveau maire de Fréjus est membre du FN : David Rachline, 26 ans, militant depuis douze ans et admirateur de Jean-Marie Le Pen. Avant qu'il ne soit élu, Rachline avait promis d'enlever les drapeaux étoilés de la mairie : « Ils n'ont rien à y faire ! » Une fois élu, et alors qu'il tentait de montrer une image « rassurante » et institutionnalisée, il déclara cependant que ce n'était pas l'urgence de l'heure de les enlever, qu'il avait autre chose à faire. Puis on a appris quelques jours plus tard que le drapeau du balcon de la mairie avait bel et bien disparu.

Deux belles illustrations des rapports à l'UE de l'extrême droite européenne, et l'occasion pour l'Anticapitaliste de se pencher sur la stratégie de cette Europe brune à quelques jours des élections européennes.

E ET COMBATTRE

pe des nes

S

(le antifasciste)



Les extrêmes droites et le pouvoir

Il est assez peu probable que les différents partis d'extrême droite participent à Strasbourg à la formation du futur exécutif européen. De plus, il est plus qu'improbable par ailleurs qu'ils obtiennent une majorité au futur Parlement européen qui sortira des urnes...

En effet, dans une telle constellation, il ne faut pas s'attendre à ce que ces mêmes partis participent à une large coalition au sein du Parlement européen en vue de former la future commission : ils y perdraient leur positionnement habituel, consistant à dénoncer le plus bruyamment possible les institutions européennes dans leur fonctionnement actuel. Une majorité des partis d'extrême droite européens n'ont pas encore participé, sur la période historique récente, à des gouvernements nationaux. Certains partis le refusent d'ailleurs actuellement, au moins tant qu'ils ne sont pas en position de force et capables de s'imposer à des alliés



Le Jobbik en Hongrie, ça se passe de commentaire... DR

En Autriche, du pouvoir à l'opposition

Le FPÖ a lui aussi participé, avec des ministres issus de ses rangs, à un gouvernement fédéral. Au scrutin législatif du 3 octobre 1999, le parti alors dirigé par Jörg Haider avait atteint un score record de 27% et dépassé (pour la première fois) légèrement le parti de la droite classique OVP. Une longue négociation avait abouti à la formation d'un gouvernement commun du FPÖ et du OVP. Ce dernier a été constitué en février 2000.

Le FPÖ a plutôt mal géré (et digéré) sa participation gouvernementale, alors que ses ministres commençaient parfois à se notabiliser et à s'autonomiser totalement du parti. Par exemple, le jeune et fringant ministre des Finances, Karl-Heinz Grasser, a fini par rejoindre la droite classique (tout en s'enrichissant personnellement...). De 27% des voix, le FPÖ a ainsi dégringolé, d'abord à 10% des voix lors du scrutin législatif anticipé fin 2002, puis à 6% aux élections européennes de 2004. En 2005, le parti a quitté la coalition gouvernementale, tout en se scindant en deux, le BZO ou « Alliance Avenir Autriche » issu de la scission restant encore dans l'exécutif jusqu'en 2006. Or, depuis que l'extrême droite autrichienne a retrouvé les bancs de l'opposition, elle s'est à nouveau renforcée, et la scission a été quasiment absorbée depuis que Jörg Haider a trouvé la mort en octobre 2008. Aujourd'hui, le FPÖ peut s'attendre à des scores entre 20% et 25%, que ce soit au niveau national ou au scrutin européen.

Au Danemark et aux Pays-Bas, des soutiens sans participation

Au Danemark et aux Pays-Bas, les partis d'extrême droite locaux sont d'essence plutôt libérale en matière économique, alors que le FN français et le FPÖ autrichien ont tous les deux effectué un tournant « national-social », vers

un discours protectionniste et misant sur la démagogie sociale. Ils ont tous les deux pratiqué le « soutien sans participation ». Le DFP (« Parti du peuple danois ») de Pia Kjaersgaard a soutenu des gouvernements minoritaires de droite, depuis octobre 2001 jusqu'au scrutin législatif du 15 septembre 2011. Son score a alors légèrement baissé, de 14% à un peu moins de 12%. Or, depuis qu'il se trouve dans l'opposition, les intentions de vote pour le DFP ont à nouveau augmenté dans les sondages, le plaçant dans les premiers mois de 2014 entre 19% et 25%. Aux Pays-Bas, c'est le PVV de Geert Wilders qui est entré dans une majorité parlementaire suite aux élections législatives du 9 juin 2010. Il soutenait alors une majorité de droite constituée avec les chrétiens-démocrates (CDA) et les libéraux de droite (VVD), ces derniers formant le gouvernement. Or, au printemps 2012, le PVV a fait éclater l'alliance en s'opposant à une mesure anti-sociale sur les retraites... alors qu'il soutenait par ailleurs les mesures d'austérité. Il se trouve aujourd'hui dans l'opposition alors que son score a baissé de 17% à 10% des voix après la fin de son alliance. Aujourd'hui, il est largement remonté dans les sondages.

Le gouvernement norvégien contre l'immigration

Actuellement, le « Parti du progrès » (FrP) de Siv Jensen participe au gouvernement de la Norvège, pays situé en Europe mais non membre de l'UE, suite aux élections de septembre 2013. Il a sept ministres. Le FrP étant, comme tous les partis d'extrême droite ou quasiment, un parti anti-immigration, il a imprimé sa marque à la politique norvégienne dans ce domaine. Le nombre d'expulsions effectivement pratiquées a augmenté de 30% pour l'année 2013, passant de 3 958 l'année précédente à 5 198.

Alliance internationale réactionnaire

Plusieurs partis d'extrême droite en Europe ont gagné une certaine « respectabilité » institutionnelle, et se montrent donc plus regardants sur leurs alliances. Ainsi, le Jobbik hongrois était allié de 2009 jusqu'en 2013 avec le FN français dans le cadre de l'« Alliance européenne des mouvements nationaux », une alliance présidée par Bruno Gollnisch jusqu'à ce que Marine Le Pen le somme de démissionner. Depuis, jugé trop fascisant, Jobbik a été exclu de l'alliance formée par les principaux partis d'extrême droite. C'est la même

chose pour le parti grec « Aube dorée », trop ouvertement hitlérien pour certains... Six partis d'extrême droite se sont retrouvés le 15 novembre 2013 à Vienne pour sceller une alliance dans le cadre des élections européennes à venir : le FPÖ autrichien, le FN français, la Ligue du Nord (Italie), le Vlaams Belang (Belgique), les « Démocrates suédois », ainsi qu'un petit parti slovaque, le SNS. Ils se sont fixé comme objectif de constituer à l'avenir « le troisième groupe du Parlement européen ». Autrement dit, le groupe le plus fort derrière ceux



Marine Le Pen et Geerts Wilders. DR

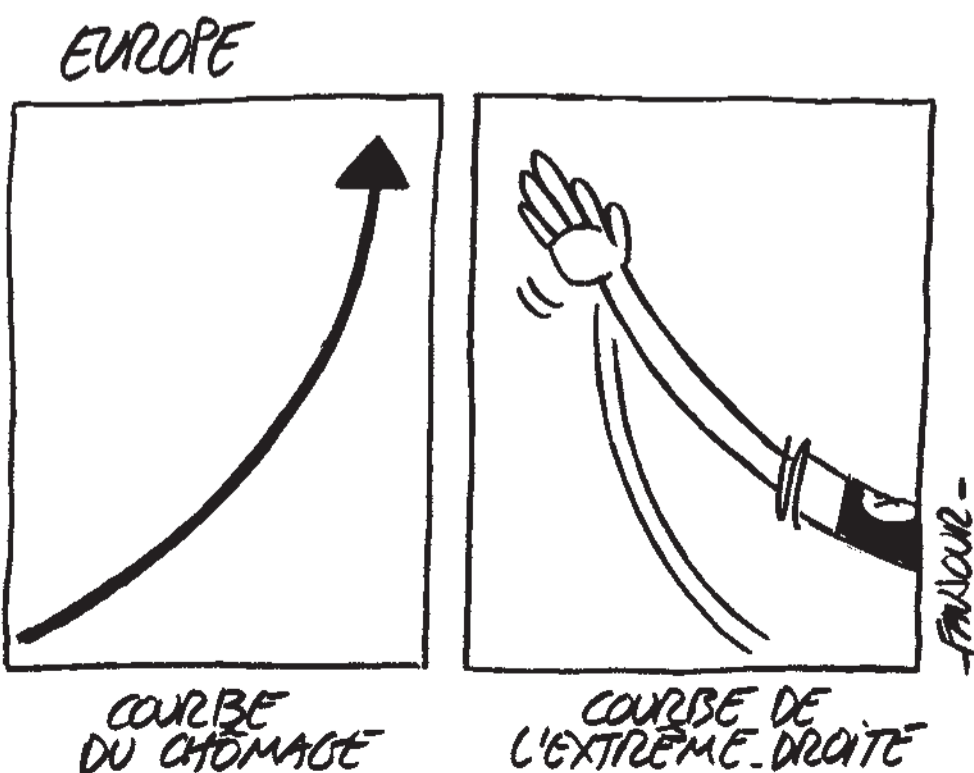
du « Parti populaire européen » (PPE, qui regroupe la droite classique) et de la social-démocratie européenne. Un septième parti, le PVV hollandais, fera aussi partie de l'alliance, son président Geert Wilders ayant rencontré Marine Le Pen le 13 novembre à La Haye. Wilders a appelé alors les partis

scandinaves d'extrême droite à rejoindre la coalition, une proposition immédiatement rejetée par le DFP danois. En effet, hors de question pour ce dernier de s'allier avec le FN français jugé trop antisémite, en tout cas tant que Jean-Marie Le Pen continue à avoir un certain poids dans le parti...

potentiels, en devenant d'abord la première force politique à droite. C'est cela qui constitue actuellement la stratégie du FN français.

En Italie, au côté de Berlusconi

Cependant, certains partis de la mouvance ont pris une part active à la formation de coalitions gouvernementales, voire ont participé à des exécutifs. C'est le cas de deux formations de l'extrême droite italienne, puisqu'à la fois la « Ligue du Nord » (parti régionaliste et raciste fondé en 1989) et les « postfascistes » de l'ancien parti MSI (néofasciste, transformé en 1995 en « Alliance nationale » - AN, puis partiellement absorbé en 2009 par le rassemblement berlusconien « Peuple de la liberté » - PDL) ont plusieurs fois participé à des gouvernements. C'était le cas des exécutifs conduits par Silvio Berlusconi entre avril et décembre 1994, puis de 2001 à 2006, et encore de 2008 jusqu'en 2013.



HANDICAPÉS Le répugnant business franco-belge



Une enquête récente menée par des journalistes de Libération vient de mettre au jour un scandale particulièrement révoltant...

En Wallonie, près de la frontière franco-belge, il existe bon nombre de centres pouvant accueillir des personnes handicapées. Des handicapés français, mentaux, légers et lourds, autistes, trisomiques : 8000 dont plus de 1000 mineurs. Mais, lorsque l'on pousse les portes de certains de ces lieux, on est saisi par un sentiment d'horreur. Des conditions matérielles épouvantables : moisissures, sols dégradés, fils électriques pendant des murs, chauffage presque inexistant, salles d'isolement proposant des carpettes pour pouvoir s'allonger. Les soins et la nourriture minimum. Le personnel peu formé, en nombre réduit, avec des salaires inférieurs à ceux pratiqués en France. Les journalistes de Libération ont même croisé des personnes nues errant dans les couloirs et des blessés laissés sans soins.

Scandaleux profits

La législation belge permet à presque n'importe qui d'ouvrir un centre d'accueil pourvu que l'on possède une maison de taille conséquente et que l'avis des pompiers ne soit pas défavorable. Mais, en règle générale, ce sont des groupes privés, comme le groupe Carosse, qui sont à la manœuvre et réalisent de juteux profits. En 2013, 139 établissements étaient recensés, soit 27 de plus qu'en 2012.

Qui paye ? La Sécurité sociale française et les conseils généraux, à raison de 163,80 euros par jour et par personne, les établissements belges tentant régulièrement de renégocier les tarifs à la hausse. Tout cela révèle un manque de structures, et ce n'est pas nouveau. Des familles défavorisées se tournent donc vers la Belgique. En 2011, un accord a été signé entre la Wallonie et l'État français pour permettre à des inspecteurs des services de santé français d'effectuer des contrôles. Mais l'ancienne ministre Carlotti a fait savoir qu'il n'existait aucun budget pour ces contrôles ! La nouvelle secrétaire d'État, Neuville, n'a fait aucune déclaration, mais un inspecteur vient d'être nommé dans l'urgence en raison du début de médiatisation de ce scandale.

On peut espérer que certains établissements réalisent des travaux d'amélioration de l'habitat ! Cela dit, l'optimisme n'est pas de mise quant à l'éradication de ces traitements indignes infligés à des personnes encore trop souvent considérées comme une sous-catégorie de l'humanité.

Jean-Paul Castels

SANOFI « Redonner aux salariéEs l'envie de se battre, leur faire comprendre que l'entreprise est à nous »

Entretien. Pas de haka ni de chansons vengeresses, mais une délégation de salariéEs de Sanofi venuEs crier leur colère à l'Assemblée des actionnaires ce lundi 5 mai, dans les salons de la Porte Maillot. Pour dire aux actionnaires qu'il est inacceptable que chez Sanofi, première entreprise du CAC 40 avec des dividendes qui ont plus que doublé en 7 ans, l'emploi soit une variable d'ajustement. 4 000 postes de chercheurEs et de technicienEs ont été supprimés en 3 ans sur le seul continent européen. Nous y avons rencontré Sandrine Caristan, salariée en lutte pour la défense des emplois chez Sanofi... et partout en France !

Les Sanofi de retour à Paris, pourquoi ?

La première raison, c'est le dépôt d'une requête sommaire au tribunal administratif de Versailles pour contester la validation par la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) du plan de restructuration dans le cadre de la loi compétitivité-emploi. Pour nous, un moment fort et symbolique de voir nos propres noms sur l'assignation, à la date anniversaire de notre combat, 22 mois très précisément. La seconde raison c'est la tenue de l'assemblée générale des actionnaires de Sanofi. Notre mode d'action est d'être présents partout où l'on peut être. Pour faire entendre notre lutte, informer les citoyens, dénoncer les injustices, le capitalisme et les patrons voyous. Mais surtout redonner aux salariéEs l'envie de se battre, leur faire comprendre que l'entreprise est à nous, qu'il faut se prendre soi-même en charge quand les syndicats sont dans l'accompagnement et ont déposé les armes. Même les syndicats dits de lutte.

Sur quoi repose votre assignation au tribunal de Versailles ?

Nous attaquons principalement sur le fait d'une discrimination entre les salariéEs au niveau de la répartition de traitement dans les reclassements. On attaque le caractère artificiel et opportuniste des catégories professionnelles, le fait que la Direccte a confondu examen restreint et examen superficiel ! L'objectif de notre action en justice n'est pas d'invalider l'accord signé par la CFDT et la CFTC mais de faire annuler l'intégralité du plan en invalidant la décision de la Direccte qui invaliderait



l'ensemble de la procédure. On devrait avoir une date d'audience dans les 3 prochains mois.

Concrètement, où en sont les plans de restructuration du groupe ?

Le plan en route en ce moment concerne la recherche et ce n'est pas fini. Mais il ne faut pas se leurrer : la production va bientôt être touchée, surtout la production chimique. Par exemple, le fait que Sanofi cherche à vendre ses produits matures (médicaments ayant fait leur preuve ou ayant une longue expérience clinique) n'augure rien de bon pour les sites qui les fabriquent.

Où en sont les mobilisations sur les différents sites ?

Alors là on attaque un très gros problème. Aujourd'hui la mobilisation est quasi nulle, et on observe cela dans un grand nombre d'entreprises. Par la faute de la scandaleuse loi de

flexi-sécurité, dès que les organisations syndicales entament les négociations avec les directions, elles n'appellent plus à la mobilisation. C'est exactement ce qui s'est passé sur Sanofi. Et cela de la part de tous les syndicats représentatifs, même ceux qui crient haut et fort être « de lutte ». Un groupe de salariéEs a décidé de prendre son avenir en main. Il faudrait que ça change, que les syndicats écoutent enfin les salariéEs et arrêtent de croire que les combats ne se gagnent que dans les salles de réunion de négociations mais aussi et surtout dans la rue. La direction a une stratégie claire : occuper un maximum de temps les instances représentatives par un nombre impressionnant de réunions diverses et variées, empêchant les organisations syndicales d'être présentes sur les sites et donc de communiquer efficacement les informations aux salariés. Le pire est que ces mêmes représentants du personnel tombent dans le panneau et passent le plus clair de leur temps avec la direction plutôt qu'avec les salariéEs, se donnant ainsi l'impression d'avoir un pouvoir de décision qu'ils n'ont pas.

Quelles sont les prochaines échéances ?

Le 13 mai ! On organise une Assemblée générale sur le site de Montpellier à laquelle nous invitons tous les salariéEs du groupe, la presse, les organisations politiques, etc. À cette occasion, nos avocats vont descendre sur Montpellier pour expliquer aux salariéEs la démarche initiée. L'objectif est la transparence, l'information et pourquoi pas rassembler d'autres salariéEs en tant que partie prenante de la démarche juridique.

Pour la suite, nous attendons le retour de la date d'audience et, à cette occasion, nous monterons, là aussi, à Paris pour y assister. On a encore d'autres possibilités juridiques, mais ça, on verra en fonction du résultat de l'action en cours. Parallèlement, essayer de prendre la parole lors des meetings pour les élections européennes, toujours pour dénoncer et alerter la politique destructrice d'emploi du cas emblématique de Sanofi. Nous avons déjà pris contact avec Philippe Poutou pour le NPA et aussi avec le Front de gauche.

Propos recueillis par Robert Pelletier

EPSM CAEN (14) Un directeur de combat

Pour faire passer son plan d'économies, le directeur de l'établissement appelle à la rescousse le juge administratif. Le bras de fer avec les salariés continue.

Par trois fois, le personnel de l'hôpital a mis la direction en échec en se mobilisant massivement contre les suppressions de postes. La dernière fois, jeudi 24 avril, dans un hôpital en ébullition bloqué par les grévistes, aucune instance réglementaire ne s'était réunie et n'avait avalisé les plans du directeur (voir l'Anticapitaliste n°240). Mais, à l'heure où le gouvernement confirme son plan d'économies notamment dans la santé, les directeurs, comme celui de l'EPSM de Caen, se croient tout permis. Ne pouvant faire plier seul les personnels, il a appelé au



secours le juge administratif. Requis en référé, ce dernier vient d'offrir au directeur des « arguments » de choc : interdiction de réunion et de manifestation à proximité des lieux de réunion des instances, interdiction pour les syndicats d'appeler à tout blocage au sein de

l'établissement. Tout ceci sous peine d'amende : 500 euros par jour et par personne ! De plus, le juge autorise par avance le directeur à faire appel à la police. Le verdict du juge administratif est une attaque inouïe contre la liberté syndicale et la liberté d'expression. Il a suscité une vague d'indignation et de révolte dans l'hôpital.

Construire la riposte nationale

La responsabilité du gouvernement est bien sûr en cause dans la mesure où c'est bien sa politique de

restriction, Pacte de responsabilité oblige, qui inspire ces directeurs de combat pressés d'en découdre. La construction de la riposte nationale des hôpitaux n'en est que plus urgente. Le jugement de Caen est un grave précédent. Réunir les énergies en coordonnant des luttes encore éparpillées devient vital. À l'appel de 43 établissements, la réunion nationale des hôpitaux le 22 mai à Paris tombe à pic. Elle prend tout son sens alors que la répression des mobilisations pointe le bout de son nez.

CorrespondantEs

15 MAI

La fonction publique en grève !

Sept fédérations syndicales appellent à une journée de grève et de manifestation le 15 mai prochain. Après l'annonce du plan d'économies de 50 milliards, plus que jamais les fonctionnaires refusent d'être sacrifiés sur l'autel de l'austérité.

Pour la deuxième fois depuis l'arrivée de Hollande, les fonctionnaires sont appelés à la grève le 15 mai prochain autour de deux revendications centrales : les salaires et l'emploi. En effet, comme sous le précédent quinquennat, ils restent l'une des principales « cibles ».

Baisse des salaires

« Je sais ce que nous devons à nos fonctionnaires, si essentiels à la vie de ce pays. Chaque jour, ils agissent avec dévouement et sens du service public. Mais la situation nous oblige à leur demander de contribuer à notre effort commun. Nous confirmons le gel du point d'indice »...

INTERMITTENTS Il est encore temps!

«*Chômeurs, précaires, postiers, intermittents, intérimaires, avec ou sans papier, solidarité!*» Cet appel résonne régulièrement lors de nos actions, il s'allonge au fil du temps et doit encore s'amplifier...

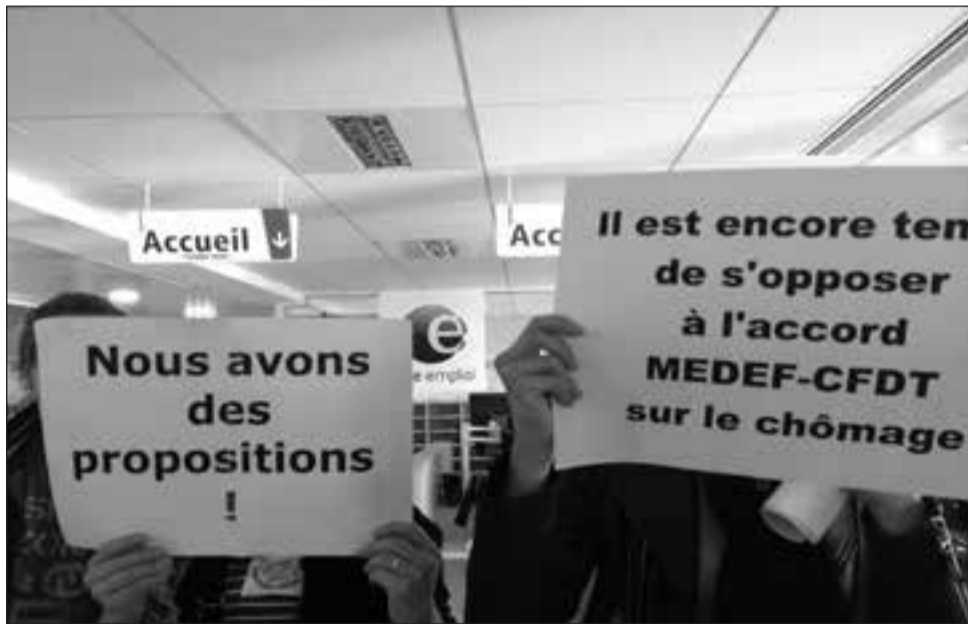
Une telle diversité dans une même lutte n'est pas si courante et pourtant, quoi de plus logique, nous sommes tous attaqués par le nouvel accord sur l'assurance chômage. La mobilisation devrait être générale.

Empêcher les intermittentEs de vivre de leur métier est un projet culturel clair : moins de compagnies, de films ou de festivals indépendants pour ne garder que de grosses productions sous la tutelle de financeurs privés ou publics. Empêcher les travailleurEs privés d'emploi d'être correctement indemnisés est aussi un projet de société clair : obtenir une main-d'œuvre corvéable à merci. Ce projet s'inscrit dans une logique européenne : diminuer le taux de chômage en augmentant le nombre de travailleurs pauvres, multiplier les contrats précaires, pas même renouvelés, comme c'est le cas à La Poste.

L'accord signé le 22 mars par le patronat et des syndicats complices n'a eu pour base que les propositions du Medef. Pourtant d'autres propositions ont été élaborées par les premiers concernéEs, soutenues pour l'essentiel par un comité de suivi à l'Assemblée nationale. Nous exigeons donc au minimum que le ministre du Travail ne valide pas l'accord et que les négociations soient rouvertes sur la base de nos propositions. Rebsamen a signé la dernière tribune du comité de suivi : va-t-il se renier ?

Actions, coordination

Le Medef avait annoncé la catastrophe : la disparition de l'intermittence. Une fois ce scénario évité grâce à une forte mobilisation, certains intermittentEs sont rentrés chez eux, estimant que dans le contexte actuel, ils ne pouvaient pas espérer mieux. La logique de culpabilisation montre encore une fois son efficacité : malgré des licenciements massifs, la majorité des concernés n'ose pas réclamer ses droits. Pourtant l'assurance chômage a été créée pour palier une carence du système capitaliste : elle est un dû, non une aumône. Nous continuons à construire notre lutte, avec toute notre diversité : avec ou sans emploi, du public ou du privé, syndiqués ou non, organisés en coordination... Le mouvement s'organise en AG, commissions, pour préparer les manifestations, les actions d'information dans les lieux culturels, les Pôles emploi, les agences d'intérim, les occupations sur tout le territoire (locaux de Force ouvrière, journal télévisé de France2, conseil général du PS, bureaux du Medef...). Dynamisés par les réussites des uns et des autres, les collectifs se sont réunis en coordination nationale pour mutualiser et préparer la suite. Des semaines à thèmes permettront à chaque collectif d'imaginer ses



Lors d'une occupation de Pôle emploi. DR

propositions, ses mobilisations, en fonction des opportunités locales. Des dates d'actions coordonnées sont prévues. Un appel à la grève a été lancé pour le samedi 17 mai par

la coordination nationale : sera-t-il repris par les syndicats ?

CorrespondantEs

Plus d'infos : cip-idf.org ; fmsac-cgt.com ; sud-culture.org

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN (76) Le Pen, dégage!

Le marché de Sotteville, banlieue rive gauche de Rouen, est l'un des marchés les plus populaires de l'agglomération, où les copains diffusent chaque semaine tracts et hebdomadaires du NPA. Ce dimanche 4 mai au matin, situation particulière : visite de Marine Le Pen...

Cette visite a été annoncée et les militants de gauche et antifas sont donc venus en nombre. Nous nous retrouvons donc à 200 - NPA, Ras l'Front, anars, Ensemble, PCF et même le PS -, pour lui signifier que sa présence n'était vraiment pas souhaitée.

À notre arrivée, les CRS avaient déjà pris place en très grand nombre (de part et d'autre du marché, deux rues remplies de cars de CRS), contrairement à ce que prétend le journal local *Paris-Normandie* qui écrira qu'ils ont été appelés plus

tard pour séparer les militants d'extrême gauche de ceux du FN lors de ce qu'ils appellent «l'échauffourée»...

Du balai!

Les CRS ont laissé durer plusieurs minutes le face-à-face assez musclé entre les fachos et nous qui formions une chaîne compacte pour interdire l'accès au marché. À l'arrivée de Le Pen, les fachos ont tenté de forcer le passage, et l'un de nos camarades, Philippe Brière, tête de liste aux municipales à Saint-Étienne-du-Rouvray, a été frappé, blessé et transporté



À Sotteville, les CRS en protection de Le Pen. DR

à l'hôpital. Nous lui souhaitons tous un bon rétablissement! Les CRS ont ensuite chargé mais nous avons réussi à bloquer les allées du marché au fur et à mesure que Le Pen cherchait de nouveaux accès.

Malgré la protection de sa garde personnelle et les imposantes forces de police, Le Pen n'a finalement pas pu parader ni faire son petit tour de marché. Bain de foule... tombé à l'eau. Elle a tout de même reçu quelques œufs au passage, avant de remonter dans sa voiture au bout d'une trentaine de minutes sous les huées et les slogans hostiles, exfiltrée par les flics et ses propres sbires.

Désormais, elle sait qu'on ne la laissera pas faire tranquillement ce qu'elle veut. No pasaran.

CorrespondantEs

PESTICIDES ET BISPHÉNOL A Alerte dangers sanitaires



DR

Les molécules chimiques industrielles répandues massivement dans l'environnement et dans l'alimentation provoquent de graves troubles sanitaires.

CAP coiffure option «pesticides»... L'association Générations futures vient de faire analyser les cheveux de 30 enfants âgés de 3 à 10 ans vivant en zone rurale agricole : le résultat est alarmant. Sur les 53 pesticides recherchés, une moyenne de 21 résidus perturbateurs endocriniens a été retrouvée dans chaque mèche.

Bien qu'il ait été établi que ces substances sont dangereuses, aussi bien pour ces personnes que pour leurs descendants, le lobby des pesticides tente de minimiser les résultats, accablants, pour son sinistre business, en prétendant que des doses si infimes sont inoffensives. Combien faudra-t-il encore d'analyses toxicologiques pour qu'enfin il cesse de nuire ? Comment des biocides interdits en agriculture sont-ils autorisés dans les anti-parasitaires vétérinaires (30 enfants sur 30!) ?

Du poison dans les biberons

Reconnu nocif, le bisphénol A (BPA) a été banni des biberons en 2011. Mais il faudra encore attendre 2015 pour obtenir sa suppression totale des contenants alimentaires. Ségolène Royal a décidé de le retirer des tickets de caisse et reçus bancaires. Dérisoire vu les effets imputables aux BPA.

Vincent Laudet, directeur de l'Institut génomique de Lyon (CNRS), écrit : «*Nos résultats suggèrent qu'il ne faut pas étudier le bisphénol A avec la seule loupe des questions de reproduction, mais que d'autres effets, sur le métabolisme notamment, doivent être examinés*». L'audition, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète pourraient être concernés par cette molécule. On doute que la «*Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens*» adoptée le 29 avril soit en mesure de répondre aux enjeux sanitaires posés. Elle prévoit juste d'informer le public pour «*orienter ses choix*». Quelle farce alors que les produits courants du quotidien comme les boissons, les cosmétiques, l'alimentation, les jouets, les emballages alimentaires, les antiseptiques... contiennent au moins une des 5 molécules visées par le plan ministériel!

De nouvelles réglementations ne suffiront pas. Il faut changer les modes de production agricole et industrielle, les débarrasser de la loi du profit capitaliste qui empoisonne la planète et détruit nos vies. C'est le sens de notre combat écologiste.

CorrespondantEs Commission nationale écologie

Valls le dit, c'est donc reparti pour un tour de vis salarial. Le gel du point d'indice est bel et bien confirmé pour 2015, le flou demeurant pour la suite du quinquennat. Pour la cinquième année consécutive donc, les 5,2 millions de fonctionnaires vont à nouveau voir leur pouvoir d'achat diminuer. Pour faire avaler la pilule, le gouvernement a précisé que «*les règles d'avancement dans la fonction publique d'État*» seront préservées. Mais concrètement cette annonce n'est qu'un subterfuge, car les promotions obtenues ne permettront plus d'améliorer la situation des agentEs, mais seulement de la maintenir à son plancher, puisque les bénéficiaires de l'avancement ne feront plus que compenser les pertes provoquées par le «gel». Autant dire que les grilles de carrière de la fonction publique sont



Dans la manif du 1^{er} Mai à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

vidées peu à peu de leur substance. Au moment même de cette annonce, l'Insee sortait une note de conjoncture qui constate «*une baisse des salaires nets moyens en euros constants dans les*

trois versants de la fonction publique entre 2011 et 2012». Dans le détail, on relève que, compte tenu de l'inflation et en euros constants, le salaire net moyen en équivalent temps plein a baissé de 0,8 % dans la fonction publique de l'État, de 0,5 % dans la fonction publique territoriale et de 0,6 % dans le secteur hospitalier public. En 2011 déjà, une étude du même institut évaluait à 0,8 % la baisse des salaires dans la fonction publique territoriale, où le taux de précaires est le plus important.

Et toujours moins d'emplois

Avec toujours le même argument, «*le redressement des comptes publics*», les économies annoncées dans les trois fonctions publiques (État, hospitalière, territoriale) sont inédites : 19 milliards pour la fonction publique

d'État, 10 milliards pour l'assurance maladie et 10 milliards supplémentaires pour les collectivités territoriales. Elles auront des conséquences dramatiques sur l'emploi et donc sur les missions des services publics.

À l'État, ce sera la poursuite de la politique régressive en matière d'emplois et de restructurations sur l'ensemble du territoire. La MAP (modernisation de l'action publique) continuera son travail de sape dans le but d'atteindre l'objectif de réductions budgétaires. La santé ne sera pas épargnée, en particulier l'hôpital public. D'ores et déjà, Marisol Touraine a annoncé 2 milliards d'économies à réaliser dans les hôpitaux et dénoncé «*le recours excessif aux médecins intérimaires*» qui coûte trop cher... Mais pas un mot du sous-effectif permanent et général dans les hôpitaux

publics qui met en danger la santé des patients et qui rend les conditions de travail des personnels de plus en plus insupportables. Quant aux collectivités territoriales, les économies vont passer par une réforme territoriale qui aura de graves conséquences pour l'ensemble des salariéEs.

Ce sont des embauches massives qui seraient partout nécessaires aujourd'hui. C'est tout le contraire qui est à l'ordre du jour. Alors, inévitablement, ce plan d'économie programme une nouvelle dégradation des services publics, ainsi qu'une aggravation des conditions de travail de l'ensemble des fonctionnaires. Les raisons sont nombreuses pour que cette grève du 15 mai soit importante, et surtout qu'elle ait une suite à la hauteur des attaques.

Sandra Demarcq

Les Nôtres**Sylvie Noblesse**

DR

Notre amie Sylvie nous a quittés, soudainement, un dimanche, sur une route du département. Notre peine est immense.

Avant de rejoindre le NPA en 2009, Sylvie, militante à l'École émancipée, était une compagne de route fidèle des combats de la LCR. Attachée à son engagement auprès des enfants en difficulté, elle s'était formée pour intégrer le RASED (réseau d'aide spécialisée aux enfants en difficulté). À quelques mois de prendre sa retraite, elle nous disait encore, lors de la dernière réunion du comité de Bernay / Pont-Audemer, sa satisfaction d'avoir obtenu que son poste RASED soit maintenu. Sylvie, notre camarade, notre amie, restera présente car son souvenir continuera de nous accompagner dans les batailles qui lui tenaient tant à cœur.

Le NPA 27

**Qui sommes-nous ?**

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org**Campagne financière****Participez à la campagne du NPA !**

Mardi 6 mai, une quarantaine de militantEs du NPA et de sans-papiers, dont la tête de liste en Île-de-France Olivier Besancenot, ont manifesté sur le balcon du bureau d'information du Parlement européen. Deux fumigènes ont été allumés pour «l'anniversaire» du président de la République, une banderole a été déployée («contre l'Europe forteresse, fermons Frontex») et le drapeau rouge a été hissé en lieu et place du drapeau européen étoilé. La campagne est bel et bien lancée!

Pour nous aider à la mener, nous avons besoin de toutes et tous pour réussir notre campagne financière. Nous sommes rentrés dans la dernière ligne droite, c'est le moment.

Pour plus d'informations, pour nous aider:

<http://npa2009.org/souscription>



PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

**Les comités en action !****Paris Succès de la fête!**

Samedi 3 mai s'est tenue la 3^e fête anticapitaliste organisée par le NPA Paris. Avec plus de 900 entrées payantes, c'est une véritable réussite. Ce succès l'est tout autant au niveau militant que politique, avec une grosse centaine de camarades à la tâche durant l'événement, et un programme bien fourni. Par ailleurs, 25 organisations avec qui nous avons l'habitude de travailler ont répondu à notre invitation à venir tenir leur table.

La fête a commencé par la projection du film *le Grand Retournement*, suivi d'un débat avec son réalisateur Gérard Mordillat. Deux débats se sont ensuite tenus en parallèle. Le premier, «Ukraine, Bosnie: ça bouge à l'Est» s'est déroulé en présence de Zakhar Popovych (ukrainien et membre du groupe

des syndicalistes», une chronique sur la lutte à l'usine Chausson de Gennevilliers, par la compagnie Sans la nommer. Les enfants ont assisté à un spectacle: «Trois pommes ont poussé». Zyriab nous a offert un premier concert avec de la musique orientale.

De son côté, le stand de la librairie La Brèche n'était pas en reste. Tout d'abord avec un débat sur la violence sociale de l'après-guerre, en présence de Dominique Simonnot, Gérard Delteil et Maurice Rajsfus. Des séances de dédicaces ont également eu lieu avec ces intervenants, ainsi que Gérard Mordillat.

En fin d'après-midi, le meeting a également été une belle réussite, avec des interventions de Anzoumane Sissoko (porte-parole de la coordination des sans-papiers 75), Raphaël (secteur Jeune du NPA), Xavier Chiarelli (postier en grève dans le 92, 2^e de la liste NPA en Île-de-France), Matthieu

Un bel événement donc, qui lance de la plus belle des manières la campagne des Européennes en Île-de-France et qui sera forcément amplifié lors des prochaines éditions.

Le 1^{er} Mai à Bordeaux. DR**Bordeaux (33) Lancement festif et militant de la campagne**

Cette année, le traditionnel repas du 1^{er} Mai a permis de lancer notre campagne pour les Européennes. Un moment festif et militant pour échanger, recharger les batteries dans la bonne humeur et préparer la suite!

Le matin, dans la manifestation, notre cortège avait rassemblé une petite centaine de personnes derrière la banderole «Construisons une opposition de gauche» avec une animation sono pêchue. L'occasion de nombreux échanges qui ont pu continuer ensuite, avec d'autres qui n'avaient pu manifester ou l'avaient fait dans d'autres cortèges, autour d'un apéro et d'un tajine qui ont réuni plus de 120 personnes.

Mónica Casanova, élue municipale à Lormont et candidate girondine avec bien sûr notre tête de liste Philippe Poutou et Marie Fauré, élue à Talence, y est intervenue pour redire l'importance pour nous de prendre part à cette campagne. Elle a appelé chacunE à participer au combat politique et faire en sorte qu'une voix anticapitaliste se fasse clairement entendre pour une Europe solidaire et ouverte, une Europe des luttes sociales et démocratiques.

L'après-midi a continué avec la pièce de théâtre et musique *Petites misères, grande peur* de la

compagnie L'atelier de mécanique contemporaine avec Jean-Philippe Ibos et Tony Leite. Une succession de scènes drôles et/ou féroces, toujours révoltées, et jouées avec un grand talent.

Un 1^{er} Mai qui a été un très bon moment pour toutes et tous et un début de campagne réussi.

Strasbourg (67) En fête pour bien démarrer la campagne

La manifestation du 1^{er} Mai à Strasbourg a certes mobilisé moins de personnes que les années précédentes, mais les participantEs ont malgré tout fait entendre leur ras-le-bol de ce gouvernement. Les cortèges dynamiques des intermittentEs du spectacle ainsi que des salariéEs d'entreprises locales en lutte (Senerval, Data Mailing, Powerglide) ont donné du sens à cette marche dans laquelle quelques éluEs PS et EÉLV n'hésitaient pas à se pavaner... Après cette manifestation s'est tenue la traditionnelle fête du NPA. Cette année, ce sont 150 personnes environ (sympathisantEs, militantEs syndicaux, associatifs ou d'autres partis) qui se sont retrouvées le temps de partager un verre, un repas, une conversation, le tout dans la convivialité. La militante et universitaire turque Pinar Selek, autour de laquelle la mobilisation locale ne faiblit pas, était également présente.

Dans la foulée de la fête s'est tenue une conférence de presse pour marquer le lancement de la campagne des européennes, en présence de Gaël Diaferia (tête de liste Grand-Est) venu de Metz pour l'occasion, et de Marcel Wolff (camarade strasbourgeois en 5^e position sur la liste). La presse a plutôt favorablement répondu à l'appel, les principaux médias locaux s'étant déplacés: *les Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace, France 3*, etc.

Au milieu de la morosité ambiante et de la démobilitation générale, les initiatives militantes fédératrices comme celle-ci sont précieuses et nous redonnent un élan dans notre activité.



PHOTO THÉQUE ROUGE / MILO

Opposition de gauche, d'Olivier Besancenot (qui nous a fait un récit de son récent voyage en Bosnie) et de Catherine Samary (spécialiste de l'Europe de l'Est). Le second, «Où en est-on des révolutions arabes?» était animé par Ghayath Naisse (militant syrien), Hamadi Aouina (militant du Front populaire tunisien) et Julien Salingue (spécialiste du monde arabe). Ensuite, trois représentations. Du théâtre, avec «Des bus, des obus,

Chapuis (cheminot, 5^e de liste), ainsi que des camarades de Grèce (Antarsya), de l'État espagnol (Podemos) et de Belgique (LCR/SAP). Enfin, Armelle Pertus (2^e de liste) et Olivier Besancenot qui conduit la liste ont conclu le meeting. Pour finir ce moment de fraternité en musique, deux concerts: une première partie de Refugees of Rap (rappeurs palestiniens de Syrie), suivi de Balbino Medellin.

Essai

Pour une théorie critique de la technique

De Andrew Feenberg, Lux Humanités, 2014, 22 euros

Dans ses *Thèses sur le concept d'histoire*, Walter Benjamin écrivait que « rien n'a plus corrompu le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant. À ce courant qu'il croyait suivre, la pente était selon lui donnée par le développement de la technique. De là, il n'y avait qu'un pas à franchir pour s'imaginer que le travail industriel, qui s'inscrit à ses yeux dans le cours du progrès technique, représente un acte politique. [...] Cette conception du travail, caractéristique d'un marxisme vulgaire, ne prend guère la peine de se demander en quoi les biens produits profitent aux travailleurs eux-mêmes, tant qu'ils ne peuvent en disposer. Elle n'envisage que les progrès de la maîtrise sur la nature, non les régressions de la société. » La lucidité dont a fait preuve Benjamin en 1940 à propos de l'ambivalence du développement industriel n'a pas



été démentie depuis lors... La désillusion quant à la neutralité de la technique et à ses vertus émancipatrices s'est accentuée parallèlement

à la recherche éfrénée de nouveaux profits par le biais de l'innovation. Le besoin d'analyser l'impact réel de la technique sur nos sociétés modernes s'impose aujourd'hui comme une nécessité. Si le constat écologique et social est implacable (destruction des écosystèmes, dégradation des conditions de vie et de travail, etc), est-ce pour autant une fatalité ?

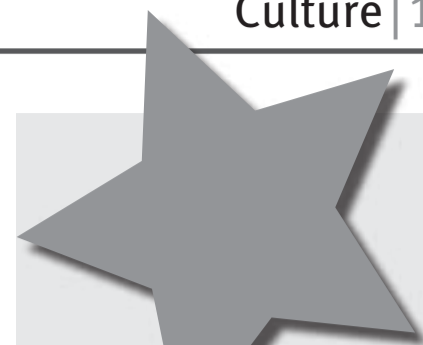
Démocratiser la technique

Dans son ouvrage *Pour une théorie critique de la technique* (sorti aux États-Unis en 2010 et paru enfin en français en mars 2014), le philosophe Andrew Feenberg nous invite à considérer les interactions entre technique et pratiques culturelles afin d'envisager les potentialités subversives de sa réappropriation par le peuple. En effet, comme le développe l'auteur, « à l'impact social de la technique correspond donc l'impact technique

de la société. Cette circularité a des implications ontologiques sociales : les techniques satisfont des besoins et en même temps elles contribuent à faire naître les besoins qu'elles vont satisfaire ; les êtres humains créent des techniques qui, à leur tour, façonnent ce que signifie être humain. Il s'agit de la co-construction des êtres humains et de la société. »

Mais au-delà de l'idée généralement répandue qu'une critique radicale du développement technique impliquerait nécessairement un retour à une forme d'antériorité, à une régression du niveau de vie, il s'agit davantage pour Feenberg de « dépasser les obstacles idéologiques pour créer un avenir meilleur en intégrant les valeurs écologiques dans les dispositifs techniques et économiques de notre société. » Aussi, une démocratisation de la technique est-elle envisagée dans ce livre en tant qu'elle signifierait « trouver de nouvelles voies permettant de privilégier les valeurs qui ont été exclues et de les mettre en œuvre dans les agencements techniques. » À partir de l'analyse concrète de quelques inventions techniques détournées par les utilisateurs de l'usage auquel elles étaient initialement destinées par les industries hégémoniques, Feenberg nous incite à explorer tous les possibles contenus dans la critique, dès lors que celle-ci assume sa radicalité.

Sophie Coudray



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Cinéma



Les trois sœurs du Yunnan
de Wang Bing. Sortie le mercredi 16 avril.

La camera de Wang Bing observe et accompagne durant plusieurs mois la vie quotidienne de trois fillettes dans une bourgade montagnaise du Yunnan, à 3200 mètres d'altitude. Bien loin du développement de la ville où leur père est parti pour chercher du travail. Ying, l'aînée, 10 ans, s'occupe seule de ses sœurs Zhen, 6 ans, et Fen, 4 ans. La misère de ces gamines est suffocante. Sales, pouilleuses, mal nourries, habillées peu chaudement, elles affrontent chaque journée avec une force et une abnégation impressionnantes. Pour seul soutien, une tante et un grand-père autoritaire. Ying se retrouvera d'ailleurs seule après le départ de ses sœurs, emmenées en ville par leur père. Le déroulement de ses journées de labeur, partagées entre moutons, ramassage des excréments fertilisateurs de terre, entretien du feu et un peu d'école, vous prendra à la gorge. Le cinéaste a réellement rencontré les fillettes au cours d'un voyage à l'occasion d'un enterrement. Il est resté et les a accompagnées au fil des mois et des saisons. Il ne quittera Ying qu'au retour du père, rejeté par la ville. Au moins, ce dernier revient-t-il avec une nouvelle épouse...

Quelques réunions de villageois laissent comprendre la marche forcée du pays vers un capitalisme brutal rejeté par ces paysans qui s'accrochent à leurs fermes aux murs de terre et sans confort. Par sa démarche humaniste, Wang Bing rend visible l'existence d'un monde que les démiurges criminels de Pékin voudraient anéantir.

Sylvain Chardon

Exposition



« les Impressionnistes en privé »

Musée Marmottan-Monet, Paris, jusqu'au 6 juillet

Beau cadeau pour les 80 ans du musée Marmottan : une centaine d'œuvres venant de collections particulières du monde entier, pour certaines jamais exposées. Une occasion de faire quelques belles découvertes, y compris chez Monet, ou de survoler le mouvement des impressionnistes.

On suit un parcours chronologique :
★ **Aux origines de l'impressionnisme.** Des Corot, Boudin, Jongkind : la touche se libère peu à peu, la captation de l'instant et la lumière sont là, principalement dans ces paysages d'Île-de-France et de Normandie, les chevalets sortent de l'atelier. Un rare Bazille, un Manet nettement sous-représenté vu

l'importance de sa critique de l'académisme pictural, mis à part une belle esquisse du *Bar aux Folies-Bergère*.
★ **L'impressionnisme vers 1874**, date de la première exposition de groupe de ces peintres en révolte contre le goût imposé. Ils sont tous là : Monet, Renoir, Pissarro, Degas, Sisley, Berthe Morisot, et même Cézanne. L'accrochage fait la part belle au maître des lieux Monet,

ainsi qu'à Berthe Morisot ; des Sisley, des Renoir ; ici trop peu de Cézanne, mais de beaux paysages structurés de Pissarro.

★ **L'impressionnisme de 1880 jusqu'à 1886.** Des années très difficiles, le groupe se disperse en province et Paris, chacun suit sa propre voie.

★ **Gustave Caillebotte :** le bourgeois très parisien, véritable mécène des impressionnistes dont il lègue de nombreuses œuvres à l'État et que l'on ne cesse de redécouvrir, l'an passé à Paris, cette année à Yerres jusqu'au 20 juillet.

★ **Edgar Degas :** l'ardent défenseur du mouvement qui se définit lui-même comme l'impressionniste réaliste. Quelques beaux pastels et une superbe sculpture.

★ **Au-delà de l'impressionnisme :** le succès enfin, tardif et individuel, à partir de 1890 et jusqu'à la mort de Monet dont les œuvres tardives sont d'une grande modernité, à la limite de l'abstraction. On peut aussi aller revoir par la même occasion l'*Impression soleil couchant* et les célèbres *Nymphéas* dans les collections permanentes de Marmottan. Rien ou presque sur le rayonnement international : après les expos sur les Macchiaioli et les Slovènes l'an dernier, il convient d'aller à Giverny jusqu'au 29 juin pour admirer « les Impressionnistes et les Américains ».

Une superbe expo donc, un peu limitée aux impressionnistes les plus orthodoxes, au risque de réduire l'impressionnisme à un style, au détriment de son impact novateur et subversif dans l'art moderne.

Ugo Clerico

Littérature

Disparition du grand écrivain Peter Matthiessen

Il était notamment l'auteur du *Léopard des neiges*¹, un essai de voyage qui vous expliquera que le seul voyage qui vaut est son « jihad » personnel...

Né le 22 mai 1927 à New York, Peter Matthiessen est mort le 5 avril 2014. C'était un naturaliste et écrivain américain, auteur d'œuvres de non-fiction et de fiction. Il reçut le prestigieux National Book Award dans les deux catégories ! Brillant étudiant de l'université de Yale, il commença bien mal sa vie d'écrivain car il fut embauché par la CIA et expédié à Paris au début des années 50 pour observer la « faune communiste ». Il disait ironiquement qu'il se servait des prébendes de l'agence pour financer la création d'une revue

littéraire *Paris Review* où participèrent des « peintures » comme Kerouac, Naimou ou Roth. Il écrivit de nombreuses nouvelles avant de se consacrer à la cause des Indiens des Amériques. Son étude détaillée de Léonard Peltier *In the spirit of Crazy Horse* fait référence, tout comme ses livres sur les Indiens d'Amazonie péruvienne. Mais c'est le *Léopard des neiges* qui le rendit célèbre. En septembre 1973, Peter Matthiessen part pour le Dolpo, une région du Népal située à la frontière du Tibet, avec le zoologiste George Schaller qui veut observer le mythique (mais

réel, je l'ai vu moi...) léopard des neiges. Dans ce journal de route, il apparaît très vite que Matthiessen vit cette expédition comme une aventure plus spirituelle et intellectuelle que véritablement scientifique et que le fameux animal n'est qu'un prétexte. La disparition récente de sa femme, avec qui il eut une expérience tumultueuse placée le plus souvent sous le signe du LSD, le hante. Pour lui, ce voyage est un « jihad » intérieur qui le mènera au bouddhisme zen via la découverte de l'ancien monastère de Shey Gumpa et, enfin, un voyage hors de la « civilisation » du XX^e siècle dans les hautes vallées les plus reculées de l'Himalaya. À découvrir ou redécouvrir.

Sylvain Chardon

1 - Gallimard Imaginaire, 2005, 11,50 euros.





L'Anticapitaliste | Libre expression

PODEMOS « Un projet politique en construction qui nous permette de stopper le processus actuel de destruction de nos droits et libertés »

Entretien. Lors des prochaines élections européennes, Podemos se présentera dans l'État espagnol (cf article dans L'Anticapitaliste n°238). Issu notamment de l'expérience des IndignéEs, ce nouveau mouvement réunit militantEs de la gauche anticapitaliste et nouvelles générations. Nous avons rencontré deux de ses militantEs qui seront candidatEs sur la liste électorale de Podemos.

Pouvez-vous vous présenter?

Teresa Rodriguez: Je suis militante de Izquierda Anticapitalista, syndicaliste dans le milieu éducatif et militante du mouvement unitaire en défense de l'éducation publique «Marea Verde». Je suis numéro 2 sur la liste aux élections européennes 2014 présentée par le mouvement Podemos.



Teresa Rodriguez / DR

espace ainsi que des opportunités nous permettant de rompre le cercle vicieux: un PSOE qui dégoûte systématiquement ses bases sociales... et qui ouvre la voie au PP (droite)... contre qui on revote en faveur du PSOE, encore plus sur la défensive... et on recommence, etc. Avant tout, notre rôle est de servir de facteur de déblocage politique ainsi que de correspondant politique du mouvement des IndignéEs.

Quelles sont les principales revendications?

T.R.: Il s'agit de récupérer la souveraineté: que les intérêts de la majorité sociale soient ceux qui s'imposent. Plus personne ne doute que ceux qui décident pour notre avenir ne sont ni élus ni contrôlés par quiconque. Aucun pouvoir international ou de classe minoritaire privilégiée ne devrait régir nos vies. Ce n'est pas possible que la seule chose qui soit aujourd'hui «souveraine», ce soit cette dette illégitime qui nous asphyxie!

Il s'agit aussi de récupérer les droits démocratiques sociaux et écologiques sacrifiés sur «l'autel» des marchés: le logement, l'emploi, la santé, l'éducation, les prestations sociales, l'attention aux personnes et à la planète...

Actuellement revendiquer ces droits, c'est devoir arracher les privilèges acquis de cette minorité privilégiée qui nous met le «dos au mur». Ceux qui ne garantissent pas ces droits ne servent à rien!

Enfin, il faut faire de la politique autrement et construire une nouvelle éthique politique: sans professionnel, sans privilège, en garantissant le contrôle collectif de ceux qui nous représentent publiquement. Il faut construire un pouvoir populaire de la majorité et dénoncer la corruption comme mode de gouvernement.

J.J.: Notre programme a été construit en deux étapes, avec la participation ouverte de toutEs: l'une «virtuelle» et l'autre «physique». Le résultat de ce processus a été l'adoption d'un programme influencé à la fois par les idées nées du mouvement des IndignéEs (15M), la fin des politiques néolibérales et la radicalité démocratique. Dans ce sens, je considère que les deux principales revendications de notre programme sont l'audit public de la dette et l'ouverture d'un processus constituant.

Comment se structure Podemos?

T.R.: Nous avons plus de 300 «círculos»: ce sont des lieux ouverts qui nous permettent l'exercice d'un pouvoir populaire collectif, où l'on n'exige pas d'appartenances politiques bien définies, où l'on ne demande à personne d'abandonner ses choix et engagements politiques ou sociaux, et où nous participons à égalité avec les personnes n'ayant aucune appartenances politique.

J.J.: Depuis janvier, ces «círculos» se sont formés sur l'ensemble du territoire, y compris dans des zones rurales traditionnellement éloignées d'initiatives politiques de ce type. Toutefois cette organisation «autogérée en assemblées» est fragilisée par le peu d'expérience politique de la plupart des personnes qui participent au mouvement. C'est dans ce contexte que nous avons constitué un groupe «promoteur» comme «direction provisoire» jusqu'à la fin des élections. En juin, nous tiendrons la première assemblée générale où nous pourrions définir les statuts de

notre nouvelle organisation. Il est important que cette AG nous permette de renforcer la démocratie interne, en créant une coordination des «círculos», les principaux organes de décision et de contrôle.

De quelle manière le NPA peut-il vous être utile?

T.R.: Avec le NPA, nous avons en commun beaucoup de revendications programmatiques et d'objectifs politiques. Nous devrions avoir des relations «souples et fluides». Celles-ci peuvent s'établir aussi à partir des «círculos» Podemos d'immigréEs espagnols qui vivent en France. Nous devrions pouvoir organiser des lieux de débats unitaires qui nous aideront à construire un autre futur pour les peuples d'Europe, pour échanger et avancer sur les stratégies qui permettraient l'unité de la majorité sociale qui aujourd'hui souffre de la crise.



Jesus Jurado / DR

J.J.: Un des groupes sociaux qui interpelle le plus fortement Podemos, c'est celui des jeunes immigréEs obligés de quitter le pays pour chercher du travail, des bourses d'études et de recherche, etc. Le soutien d'organisations alliées est décisif pour informer des mobilisations des immigréEs espagnols ainsi que pour coordonner nos luttes à une échelle plus large. Pour démanteler l'Europe des marchés, nous devons renforcer la solidarité entre nos peuples. **Propos recueillis par Miguel Seguí**

Vu ailleurs

FOOT ET RACISME. Dimanche 27 avril, le défenseur brésilien du FC Barcelone Daniel Alves a été victime d'un lancer de banane venu des tribunes – un geste raciste assez fréquent dans les stades de football – lors d'une rencontre à Villareal dans le cadre du Championnat d'Espagne. Stoïque, il l'a ramassée pour en manger un morceau, avant de tirer son corner comme si de rien n'était. Une image de décontraction et d'humour qui a fait le tour du monde. [...]

Le racisme des franges radicales des supporters ne date pas d'hier, et la banane en a été le vecteur à plusieurs occasions. [...] «C'est avec l'apparition des joueurs africains et brésiliens dans les championnats européens notamment que l'on assiste aux manifestations racistes les plus virulentes. Cela commence à partir de la fin des années 1970», explique le sociologue du sport Patrick Vassort. [...] Selon Patrick Vassort, le football compétitif exacerbe les identités, d'où le racisme qui le parasite parfois. [...] Le regroupement de supporters ultra-nationalistes, adeptes des crois celtiques, dans les virages de certains stades explique aussi l'ampleur de ce racisme au ras de la pelouse: les Ultras Sur à Madrid, récemment exclus, les Dogues Virage Est de Lille, dont le club s'est désolidarisé, ou encore les groupuscules d'extrême droite qui s'étaient greffés au club de Boulogne et qui étaient actifs au Parc des Princes [...].

À certaines occasions, le racisme s'est cependant déplacé, descendant sur la pelouse même, où des joueurs se sont invectivés avec des injures racistes, comme lorsque Patrice Evra s'est fait traiter de «négro» par Luis Suarez, le 15 octobre 2011, lors d'un match de Championnat d'Angleterre. [...] En mordant à pleines dents dans sa banane, Daniel Alves a peut-être ce dimanche trouvé la parade pour désamorcer ces provocations, en répondant de la plus belle des manières: c'est de son geste que l'on a plus parlé dans les médias, et pas de celui des supporters. «C'est exceptionnel, il a pris à contre-pied l'action raciste des supporters, remarque Emmanuel Ygout. [...] On peut le saluer, car ce n'est pas évident: un joueur peut quitter le terrain, un arbitre peut arrêter le match, mais ça ne se fait pratiquement jamais.»

«Jets de bananes et cris de singes: pourquoi le racisme squatte les stades de foot», Mathieu Dejean, Les Inrocks du 29 avril 2014.

S'abonner à L'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
|---|---|
| Hebdo + Mensuel | Hebdo + Mensuel |
| <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre |
| <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | |
|---|---|
| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
| Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an |
| <input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 € | <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 € |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an |
| <input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 € | <input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 € |
| Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an |
| <input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 € | <input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 € |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org